







## ÉDITORIAL

PAR SÉBASTIEN  
CRÉPEL

## La nausée

Les propos haineux tenus par des habitants de Montargis (Loiret) dans l'émission *Envoyé spécial*, diffusée jeudi soir sur France 2, donnent le vertige et la nausée. La nausée, parce qu'ils témoignent d'un racisme qui s'exprime désormais sans honte et à visage découvert. « Va à la niche » ; « On est chez nous... » Voilà comment une dame parle à Divine, sa voisine aide-soignante à la peau noire, dans le reportage. Le vertige, parce que ce racisme semble d'autant plus décomplexé qu'il prospère dans le déni de lui-même. « Non, le racisme, ce n'est pas ça », affirme une autre, après avoir exprimé sa méfiance envers son voisin, noir lui aussi.

La banalisation de la xénophobie, c'est pourtant cela, cette violence qui se libère contre les étrangers ou supposés tels en se parant des atours du bon droit de l'opinion dominante. Et ce déferlement de haine est corrélé à la montée du RN : tous ces auteurs de propos racistes ont pour point commun d'être des électeurs, voire des militants du parti de Le Pen et Bardella. CQFD.

Ce reportage est salutaire par la prise de conscience qu'il suscite chez nombre de nos concitoyens, qui refusent de vivre dans une société gangrenée par la haine. Car cet aperçu n'est rien à côté de ce qui

### D'autres disent en plus policé ce qu'érucent ces Montargois, et ne seront jamais poursuivis.

attend le pays, bientôt livré tout entier au déchaînement de la violence raciste, si le RN gagne les législatives. Le ministre de la Justice s'est saisi du cas d'une des personnes filmées, annonçant des sanctions. C'est le moins qu'il puisse faire. Mais si « une porte s'est ouverte pour dire aux immigrés : vous n'êtes pas les bienvenus », comme le résume l'aide-soignante victime d'injures racistes, c'est parce qu'un climat politico-médiatique encourage la xénophobie. D'autres disent en plus policé ce qu'érucent ces Montargois, et ne seront jamais poursuivis pour cela. Dénoncer, comme Emmanuel Macron, « l'immigrationnisme » en reprenant les mots du RN, associer telle une évidence immigration et délinquance ou fustiger les « Français de papier », comme le font couramment la droite et les médias de Bolloré, c'est légitimer le racisme. Dans le reportage, Didier dit s'appuyer sur ce qu'il « voit à la télé » pour pointer du doigt « les Mustapha ». CQFD bis. ■

# Les bonnes recettes du Nouveau Front populaire

**LÉGISLATIVES ANTICIPÉES** La coalition de gauche a fait toute la lumière sur son programme économique, en dévoilant le chiffrage détaillé de sa feuille de route budgétaire. Soit une politique volontariste de dépenses publiques financée par la mise à contribution des plus riches et des grandes entreprises.

**L**a ruine. L'étouffoir fiscal. L'effondrement de l'économie. Le bolchevisme ou, mieux, le « Venezuela sans le pétrole ». De l'extrême droite aux libéraux, le bloc bourgeois n'a de cesse de hurler à la catastrophe en cas de victoire du Nouveau Front populaire (NFP), le 7 juillet, au terme des législatives. Le patronat a même prévenu : tout changement d'orientation économique entraînerait le « décrochage durable » de la croissance française. À se demander à quoi bon organiser des élections si toute alternance porte en elle un péril existentiel...

Face à ces multiples procès en « manque de sérieux économique », ce 21 juin, le NFP a profité de la Fête de la musique pour dévoiler le détail de sa partition budgétaire. Un plan en trois étapes, pour faire taire le concert de critiques : 25 milliards d'euros de dépenses en 2024, 100 milliards en 2025 et 150 milliards en 2026 et 2027 – compensées par de nouvelles recettes. « Nous sommes le seul rassemblement à vous présenter un tel chiffrage », insiste l'insoumis Éric Coquerel, par ailleurs ex-président de la commission des Finances à l'Assemblée nationale. Même Gabriel Attal ou Bruno Le Maire, pourtant jamais les derniers à déconstruire les propositions « ruineuses » de la gauche, n'ont jugé bon de détailler leur propre menu. Comme si la Macronie avait le monopole de la crédibilité, avec sa dette à 3 100 milliards d'euros et sa note dégradée (AA-) dans les agences de notation. La crise du Covid aici bon dos. « La moitié du déficit public depuis 2017 est due à la baisse des impôts et à l'effondrement des recettes », rappelle l'économiste Michaël Zemmour, sur France Info.

C'est avec cette logique dite du ruissellement, qui veut qu'en multipliant les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises on stimule production, croissance et emploi, que le NFP entend rompre. « C'est une politique inefficace, rappelle le sénateur communiste Ian Brossat. Cela rogne les recettes de l'État, sa capacité d'action et finit par justifier l'austérité. Au final, les classes moyennes ont payé le prix des baisses d'impôts pour les plus riches. » À rebours de cette double peine pour les petits salaires, place à une politique de la dépense publique intelligemment orientée, pour stimuler l'économie par le bas et financer les grandes bifurcations. « On veut faire une politique de relance fondée sur la demande, c'est du keynésianisme, ça n'a rien de sorcier », soulève le député socialiste Arthur Delaporte. Les caricatures font sourire celui qui est candidat pour sa réélection dans le Calvados : « C'est ce que fait Joe Biden aux États-Unis, je ne crois pas que son pays soit ruiné. »

### UN ÉQUILIBRE DÉPENSES-RECETTES

Loin du programme de doux rêveurs, les auteurs de cette feuille de route ont cherché un équilibre dépenses-recettes qui permet d'assumer les investissements publics attendus sans creuser le déficit. Pas question de laisser filer la dette en espérant seulement un retour sur investissement. Le NFP estime ainsi à 25 milliards d'euros la mise en marche de la phase 1 de son plan. Raison de la facture ? L'abrogation des réformes de l'assurance-chômage et des retraites, d'abord. « Jordan Bardella est pour l'abrogation les jours pairs, contre les jours impairs. Nous, nous sommes constants. Abroger la loi coûtera mais cela est nécessaire », juge Ian Brossat. La plus





Éric Coquerel, député insoumis et ex-président de la commission des Finances à l'Assemblée, entouré d'autres représentants de la nouvelle coalition de gauche, le 21 juin à Paris.

grosse dépense viendra surtout de l'augmentation des salaires (y compris, donc, dans la fonction publique, avec un point d'indice augmenté de 10 %), la hausse des APL et la gratuité dans les cantines scolaires.

Le Smic à 1 600 euros net (1 400 euros aujourd'hui) devra également être compensé par des mesures de soutien aux TPE-PME, qui ne pourront pas absorber la hausse de la masse salariale avec le même confort que les multinationales : « *Il y aura un accompagnement pour ces entreprises, avec des prêts garantis à taux zéro* », avance l'écologiste Éva Sas. L'alliance de gauche entend donc trouver des recettes équivalentes, qui feront l'objet d'un projet de loi de finances rectificative dès l'installation de la nouvelle Assemblée. « *Il faut s'attendre à bosser tout l'été et à légiférer jour et nuit. Notre projet est porteur d'espoirs, on n'a pas le droit à l'erreur* », confirme Arthur Delaporte. C'est en quelque sorte un grand réarmement fiscal qu'entend mener le NFP, en rétablissant l'impôt sur la fortune (gain estimé : 15 milliards d'euros) et en instaurant la fameuse « *taxe sur les superprofits* » réclamée depuis deux ans par la gauche (15 milliards également). Soit 30 milliards d'euros glanés par an en taxant « *cet argent oisif et improductif* », selon les mots d'Éric Coquerel.

« *Nous avons été extrêmement précautionneux, avec une recette nouvelle qui couvre chaque dépense et aucune hausse du déficit public* », précise le sénateur socialiste Alexandre Ouizille. Le calcul ne tient donc pas compte des retombées de la dynamique économique de fond qu'entend impulser la gauche. En réinvestissant dans l'école, la

santé, les services publics, la rénovation thermique et le mix énergétique (pour correspondre à l'accord de Paris), la coalition relance de fait l'activité et investit en réalité dans du « *capital humain* » : une population mieux éduquée, mieux soignée et moins enclavée socialement est plus productive, et consomme davantage. « *Nous sommes engoncés dans un cercle vicieux !* » martèle Ian Brossat, chaque plan d'austérité gouvernemental ayant un impact négatif sur l'activité, ce qui amène dans les logiques néolibérales à un nouveau plan d'austérité. Le NFP et les économistes qui ont travaillé à son plan, dont Julia Cagé, Éloi Laurent et Éric Berr, entendent donc résolument tourner le dos au rétrécissement économique imposé au seul profit des ultrariches.

#### NOUVELLE LOGIQUE FISCALE

C'est tout l'objet de la phase 2 : les grandes bifurcations. Le NFP veut financer ce plan de réinvestissement public à hauteur de 100 milliards d'euros avec une nouvelle logique fiscale. Loin du matraquage dénoncé par la droite, celle-ci consiste en 14 tranches d'impôt sur le revenu (5 de nos jours), ce qui rend celui-ci plus progressif. Les salaires à plus de 4 000 euros mensuels (moins d'un salarié sur 10) seraient davantage taxés tandis que les revenus plus faibles paieraient moins d'impôts. Cet arsenal s'appuierait aussi sur une taxe sur les hauts patrimoines – les économistes du NFP rappellent qu'en quinze ans, le patrimoine des ultra-riches est passé de 250 milliards d'euros à 1 200 milliards. Enfin, plusieurs niches fiscales anti-écologiques (sur

le kérosène, notamment) seront supprimées, pour un gain à 25 milliards d'euros en 2025.

Le dernier effort, enfin, en 2026 et 2027, nécessitera 150 milliards d'euros et portera sur de grandes mesures structurelles : un plan de redéploiement du fret ferroviaire, desservant des services publics de proximité, une hausse du budget de la culture (porté à 1 % du PIB)... Le tout représente une hausse de 22 % du budget de l'État. À ceux qui trouveraient la facture exorbitante, rappelons que le « *quoi qu'il en coûte* » d'Emmanuel Macron, entre 2020 et 2021, s'est chiffré à 240 milliards d'euros de dépenses. Là encore, l'effort sera soutenu par les mesures fiscales précédemment citées, auxquelles doit s'ajouter une taxe sur les transactions financières et un impôt minimum sur les multinationales. « *Nous voulons faire en sorte que la grande migration du travail vers le capital non investi, le capital non actionnarial, celui des dividendes, reparte vers les revenus du travail* », explique Éric Coquerel.

Le programme du NFP cherche donc à rompre avec la croyance aveugle dans la politique de l'offre à laquelle s'accrochent les libéraux, et qui profite d'abord à la bourgeoisie (ce que confirme la sociologie du vote). Reste à savoir comment réagiront les marchés financiers, qui font mine de voir dans ce plan keynésien un retour de l'URSS. « *Il est évident que les marchés vont nous mettre sous pression, tout comme le patronat, commente le communiste Christian Picquet, qui a participé aux négociations autour du programme. L'implication populaire sera déterminante. Les syndicats, les associations devront peser dans le rapport de force – le terme de partenaires sociaux retrouvera tout son sens.* » ■

CYPRIEN CADDEO

**En quinze ans,  
le patrimoine  
des ultrariches  
est passé de 250  
à 1 200 milliards  
d'euros.**



# « Ce programme a un effet réparateur »

Attaqué de toutes parts, le projet économique du Nouveau Front populaire est pourtant cohérent sur la durée et juste, assure l'économiste **Anne-Laure Delatte**.

**C**omment caractérisez-vous le programme du Nouveau Front populaire (NFP) ? C'est un programme qui commence par augmenter les recettes de 90 milliards d'euros pour rétablir les comptes publics et engager des dépenses publiques en faveur de la transition écologique, de l'éducation, de la santé, du bien-être. Il s'agit de préparer la croissance de long terme, de nous remettre sur une trajectoire de grand pays avec l'accès à une éducation de haut niveau, un système de santé performant. Ce programme arrive après de nombreuses années de coupes dans la protection sociale et dans les services publics. Il a un effet réparateur.

**Est-ce un programme de « matraquage de la classe moyenne », comme le décrit Gabriel Attal ?**

Pas du tout. La moitié de ces recettes provient des revenus et patrimoines des ménages fortunés, grâce à l'impôt sur la fortune, à une nouvelle progressivité de l'impôt, à la taxation des héritages dorés. Actuellement, le système fiscal est injuste. Les plus riches ne paient pas d'impôt sur la succession alors que les Français moyens, oui. Il est aussi tout à fait possible de taxer les transactions financières, d'instaurer une taxe écologique au kilomètre parcouru sur les produits importés. Il y a la volonté et la nécessité de réparer le sentiment d'injustice et d'inégalité, en redistribuant. Les données sur les inégalités de revenu et de patrimoine le justifient. Dans les urnes, l'extrême droite se nourrit de ces inégalités et injustices.

**Ce programme est-il compatible avec les critères budgétaires du programme de stabilité de l'Union européenne ?**

Si Bruxelles a sanctionné la France, c'est à cause de sa trajectoire de dépenses publiques. La majorité des pays ont commencé à diminuer leur déficit, pas nous. La raison est simple : le gouvernement a continué à diminuer les impôts sans diminution équivalente des dépenses et sans



Manifestation à Paris contre la crise sociale et démocratique, le 15 juin. V. DUBOIS/HANS LUCAS/AFP

contrepartie sociale, ni écologique. Ce pari a échoué et est sanctionné par Bruxelles. Le déficit public est la seule chose qui intéresse la Commission. Or, le programme du NFP propose de nouvelles recettes.

**Les 25 milliards de dépenses prévues dès les quinze premiers jours ne vont-ils pas**

**mécaniquement creuser le déficit en attendant les recettes ?**

Pour une part, c'est une question de « tuyauterie », de séquençage entre les dépenses et les recettes. Le Trésor sait très bien le faire. Et il est possible de vite trouver de nouvelles recettes. Un correctif budgétaire peut rapidement restaurer

l'impôt sur la fortune, les héritages dorés, les transactions financières intrajournalières. Dans une note pour Terra Nova, nous avons chiffré à 90 milliards d'euros les nouvelles recettes possibles dans un scénario moyen et jusqu'à 120 milliards en fourchette haute.

**Comment être sûr que toutes ces dépenses publiques vont bien créer de la valeur ?**

Les mesures de pouvoir d'achat ne relèvent pas toutes de la dépense publique, comme l'augmentation du Smic. Mais il y a aussi les mesures concernant le point d'indice des fonctionnaires, les aides au logement... Ces réévaluations ont deux effets. À court terme, elles augmentent les revenus de ceux qui ne disposent ni d'épargne, ni de patrimoine et leur permettent de consommer. Mais la mesure sur le Smic

devra se mettre en place doucement. Car si les grandes entreprises et les entreprises exportatrices ont les moyens d'absorber les + 14 % du Smic, ce n'est pas toujours le cas des petites entreprises ou artisans. Il faut le faire en bonne intelligence, avec des aides ciblées.



**ANNE-LAURE DELATTE**  
Chercheuse en économie au CNRS

**Ce choc de dépenses publiques ne va-t-il pas aller vers les importations de biens de consommation, donc creuser encore plus le déficit commercial ?**

Peut-être à court terme, du fait de l'effet de rattrapage de consommation. Mais notre défi est de résoudre notre problème de compétitivité d'innovation, de trouver de nouvelles parts de marché dans des secteurs à haute valeur ajoutée. Cela ne peut se faire qu'en augmentant nos dépenses en matière d'éducation, de formation, de recherche. Emmanuel Macron croyait qu'en baissant les prélèvements, les entreprises allaient utiliser une part de l'augmentation de leurs marges pour innover. Cette politique a échoué mais il ne l'admet pas. Si bien que le programme de Gabriel Attal pour ces législatives reconduit ce qui a déjà été tenté et a conduit au dérapage du déficit public. Quant à celui du Rassemblement national, la xénophobie et les discriminations à l'encontre des personnes non françaises sont censées générer des économies pour financer les dépenses. Nous sommes face à un déclassement. Des pays ont pris ce tournant social-démocrate en augmentant très fortement les dépenses publiques pour investir dans les transitions écologique et numérique qui changent les villes comme les campagnes et les modes de consommation. C'est le cas des États-Unis, du nord de l'Europe. D'autres ont choisi un courant autoritaire, comme l'Italie ou l'Argentine. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR STÉPHANE GUÉRARD



# Des voix pour le Nouveau Front populaire



“

## Face à l'arrogance et au funeste, la solidarité

**YAMINA BENAHMED DAHO** ÉCRIVAINNE

L'accès aux soins est difficile, voire impossible selon son lieu de vie ; nos vieux sont maltraités dans les Ehpad ; nos enfants négligés dans les crèches privées ; le RSA, considéré comme un privilège, a été transformé en travail gratuit ; le travail salarié paie mal ; le travail indépendant lié à des secteurs comme la culture paie encore moins que mal ; les agriculteurs crèvent de produire à manger ; le chômage ou un arrêt maladie, au lieu de

protéger, peut noyer n'importe qui dans la précarité ; les fonctionnaires qui tiennent ce qu'il reste de nos services publics désertés, défaillants, démolis, sont méprisés, soumis au management effarant de violences sociales et d'absurdités logistiques de politiques macronistes et de cabinets de conseil financés avec l'argent public. Ces derniers « assument », ne tempèrent même plus leurs propos. Leurs formules de politesse s'accommodent très bien de

l'arrogance. Par exemple, sur le plateau de *Ce soir* (17 juin 2024), madame Buzyn a expliqué : « Nous avons financé l'hôpital mais il n'y a pas de médecins et il n'y en aura pas avant 2030, c'est comme ça ! » Voilà l'arrogance : leur réel et leur mépris de classe jetés à la face des précaires, des foyers modestes qui choisissent entre un scanner et le frigo à remplir, des habitants des campagnes et des banlieues, des enfants en souffrance. Ne tombez pas gravement malades avant 2030 et c'est comme ça !

Avons-nous à ce point intégré la violence politique et sociale pour ne plus rien espérer d'autre que le pire ou le moindre mal et ne plus croire possible le bien du pays tout entier ? Le parti Renaissance et ses associés assomment le champ médiatique de paroles

révoltantes, mimant un oracle de sagesse, prévenant du danger du Nouveau Front populaire, son programme utopique, économiquement irréalisable, politiquement aussi funeste que celui du Rassemblement national. C'est faux, dangereusement faux.

L'argent est là, partout, il s'agirait de s'en servir correctement. La solidarité est là, partout, il s'agirait de se joindre aux lieux et aux mouvements qui la déploient pour vivre, construire, parler, ensemble. L'urgence est là, maintenant. Il faut

**L'urgence est là, maintenant.  
Il faut couper l'alarme incendie en votant pour des lendemains meilleurs.**

couper l'alarme incendie en votant pour des lendemains meilleurs, heureux, triomphants, incarnés par le programme d'union du Nouveau Front populaire. Notre avenir commun commencera le 8 juillet 2024, pas en 2030. ■



“

## La colère et l'union pour le progrès social

**GÉRARD MORDILLAT** CINÉASTE ET AUTEUR

Le vote aux européennes est un vote de colère. Il exprime le sentiment d'abandon et de trahison des couches populaires. Chômage endémique, précarité à tous les étages, pouvoir d'achat en baisse constante, destruction des services publics, supprimés ou déplacés loin des habitants sans jamais les consulter, ni considérer leurs besoins. Le bilan est accablant. La droite néolibérale en porte l'écrasante responsabilité mais la gauche (dite « de gouvernement ») ne peut s'absoudre d'avoir, à son imitation, soutenu des politiques gouvernées uniquement dans la perspective du profit, oubliant l'humanité souffrante. La droite de droite et la

« gauche de gouvernement » ont en partage un même mépris de classe avec pour conséquence les résultats électoraux que l'on connaît. La colère a pris les couleurs du Rassemblement national et s'exprime par sa voix. Un choix mortifère à la hauteur du désespoir qu'il révèle.

Pourquoi en est-on arrivé là ? Peut-être parce que beaucoup ont le sentiment d'être dans une impasse politique, une nasse. Qui choisir ? Pour quelle politique ? La droite ? Son arrogance (de Macron à LR en passant par le Modem) a conduit à la catastrophe économique et sociale, au gouffre des inégalités. La gauche ? Plus précisément la gauche de droite (le tandem Hollande-Valls)

parce qu'en reniant tous ses engagements de campagne, elle s'est disqualifiée en menant une politique pire que celle de Sarkozy avant d'ouvrir la porte au pire du pire, à Macron ? Reste les néofascistes, comme si toutes les électrices, tous les électeurs, lobotomisés ou sidérés, avaient perdu la mémoire et voulaient ignorer que le RN (le FN a été fondé par un ancien Waffen-SS) se nourrit de racisme, de xénophobie, d'homophobie, d'antisémitisme, d'islamophobie et a systématiquement voté contre toutes les lois proposant un progrès social (augmentation du Smic, retour de l'ISF, taxation des dividendes, des superprofits, accès au logement, etc.).

Le RN n'a pour programme que de stigmatiser les étrangers, désignés comme seuls responsables de tous les maux. Il y a donc une incroyable responsabilité pour le Nouveau Front populaire : réorienter cette colère populaire contre ceux qui en sont

la cause et qui se présentent comme d'innocents agneaux – Bardella, ses obligés et ses thuriféraires, Macron et ses animaux domestiques, Sarkozy et ses LR soi-disant républicains. L'extrême droite (les néofascistes, pour les appeler par leur nom) ne se limite pas au RN. Il faut compter aussi Zemmour, Maréchal, Ciotti et sa

bande, l'empire Bolloré, le Crif, la FNSEA, le Medef et les macronistes genre Darmanin-Blanquer.

Pour affronter cette union des droites, trois points essentiels doivent être mis en exergue : augmentation générale des salaires, rétablissement

des services publics à la place qui doit être la leur, défense des libertés publiques. Aucune voix ne doit manquer au Nouveau Front populaire pour empêcher le macronofascisme de l'emporter mais aussi pour que la pression soit telle sur ceux du NFP qu'ils demeurent unis dans le combat. Pendant, et après. ■

**Le RN se nourrit de racisme, de xénophobie, d'homophobie, d'antisémitisme et d'islamophobie.**



série  
en partenariat  
avec la20 ans  
Fondation  
Gabriel  
Péri

# Le rôle des intellectuels dans l'antifascisme

À Paris comme en province, la lutte contre la menace fasciste se mène, dès février 1934, dans les milieux des lettres et des arts, qui participent de la dynamique unitaire du Front populaire.

**L'**onde de choc du 6 février 1934 fait de l'antifascisme un énoncé collectif, soit la représentation commune à l'ensemble des gauches politiques et sociales de ce qui ne doit pas advenir en République, le fascisme. Ce mouvement, social et multiple d'abord, accouche de 1934 à 1936 d'une unité politique des gauches, le Front populaire. Comme d'autres catégories sociales, une part des intellectuels français participent de cette dynamique de rassemblement.

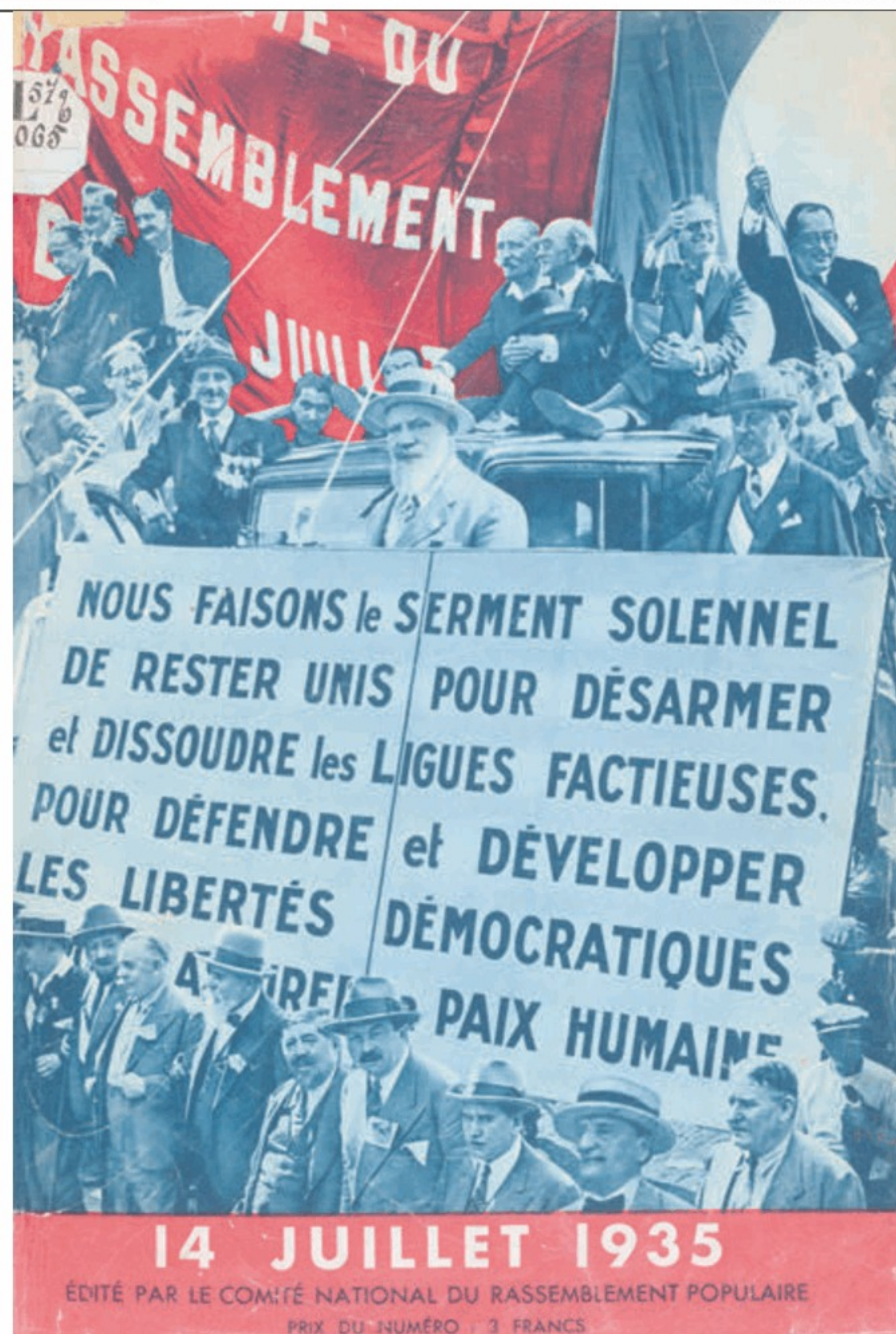
Le 10 février, dans l'optique de la manifestation unitaire antifasciste du 12 février, paraît l'Appel à la lutte. Les mots claquent – « Il n'y a pas d'instant à perdre », « Unité d'action » –, les signatures s'égrenent : Alain, Jean-Richard Bloch, Paul Éluard, Michel Leiris, Jacques Prévert, parmi d'autres. L'Appel est envoyé aux organisations politiques des gauches, à la CGT notamment. L'unité des noms, de la gauche radicale (Alain) au groupe surréaliste, via l'Association des artistes et écrivains révolutionnaires de Paul Vaillant-Couturier, en passant par les groupes libertaires symbolisés entre autres par Henry Poulaille, signifie la force agrégative de l'antifascisme malgré la désunion des gauches politiques alors. Sur le sol parisien, l'Appel à

la lutte prend date mais demeure de faible portée. Ce qui importe à l'historien alors, c'est sa saisie au miroir de la province où, dans des comités antifascistes tôt inventés, se mêlent des politiques, des syndicalistes, des membres des associations, mais aussi des professions intellectuelles comme, au premier chef, les enseignants. D'une certaine manière, Paris dans la dynamique antifasciste des lendemains du 6 février retarde sur la province, et cet Appel à la lutte le signifie dans son adresse aux forces politiques.

## DEVOIR DE VIGILANCE

L'antifascisme chez les intellectuels fraie ainsi son chemin, il trouve dans la forme souple des comités et des manifestations un lieu pour exister malgré les divisions des partis de gauche. Parmi d'autres, un court compte-rendu d'un rassemblement antifasciste à Villeneuve-sur-Lot, le 25 mars 1934, note : « *Barné, de l'enseignement, et Labrunie, du Parti communiste, montrèrent comment le fascisme recrute des éléments parmi les chômeurs intellectuels.* » Le milieu intellectuel apparaît ainsi comme un des lieux de la lutte. Quelques jours auparavant, la naissance du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (Cvia) l'avait illustré, le 5 mars 1934. Sur une initiative de François Walter (Pierre

**Le 10 février, l'Appel à la lutte est signé par Paul Éluard, Michel Leiris et Jacques Prévert, parmi d'autres.**



Manifestation du 14 juillet 1935, à laquelle ont participé de nombreux intellectuels, dont Paul Langevin et Henri Barbusse. BRIDGEMAN IMAGES/ARCHIVES CHARNET

Gérôme) à laquelle se rallient rapidement Paul Langevin, Alain, Paul Rivet, il est l'un des premiers points de cristallisation de l'unité antifasciste, anticipant sur les accords politiques du Rassemblement populaire à l'origine du Front populaire, puisqu'il réalise la somme des sensibilités politiques. Il promet un devoir de vigilance à l'égard du fascisme qui, pendant deux ans, structure la venue du Front populaire. Cette dynamique ressource le mouvement Amsterdam-Pleyel né de l'impulsion d'Henri Barbusse et de Romain Rolland en 1932. Jean Vigreux note que, sous l'influence du Cvia, en mai 1934, il se transforme en un Rassemblement national antifasciste.

Né d'une émotion antifasciste, l'engagement des intellectuels participe alors d'une dynamique politique qui, de 1934 au 14 juillet 1935, se structure. Paul Langevin, du Rassemblement national antifasciste, invite l'ensemble des comités, comme la Ligue de l'enseignement, la LDH, cofondée par Victor Basch, à participer aux fêtes du 14 juillet 1935. Lors du défilé, ce jour, accompagné de la prestation de serment antifasciste au matin au stade Buffalo, toutes les

composantes intellectuelles sont présentes lors de ce baptême du Front populaire. Dans la foulée, et dans la dynamique du Cvia, les organisations intellectuelles vont accompagner la réflexion sur le programme du Front populaire qu'articule le triptyque « Pain, Paix, Liberté ». Dans le domaine de la culture, de l'enseignement, le Front populaire, après sa victoire, structure durablement l'action de l'État.

On le perçoit, l'engagement des intellectuels dans la dynamique antifasciste qui mène au Front populaire ne saurait se résumer à des colonnes de noms au bas des tribunes et des appels. Par la forme du comité, notamment, l'engagement intellectuel accompagne et souligne par les mots la nécessité de l'unité politique pour faire front. Au-delà des mots, au-delà du clivage Paris-province, toutes les formes de l'intervention intellectuelle pèsent sur cette dynamique unitaire de 1934 à 1936. ■

VINCENT CHAMBARLHAC  
HISTORIEN

Auteur, avec Thierry Hohl, de 1934-1936.

Un moment antifasciste, La ville brûle, 2014.



« Je suis une désespérée qui espère! Malgré cette immense vacuité, malgré ce rien ambiant, malgré cette extrême droite dangereuse. » **Juliette Gréco**

## L'HOMME DU JOUR



### Toomaj Salehi

Devenu à travers ses chansons une des figures du mouvement « Femme, Vie, Liberté », lancé en 2022, le rappeur iranien Toomaj Salehi, embastillé depuis cette époque, vient d'échapper à la condamnation à mort prononcée contre lui. La Cour suprême iranienne a décidé ce samedi 22 juin d'annuler le verdict et d'exiger un nouveau procès. La condamnation du jeune homme de 33 ans par la justice du régime avait donné lieu à un grand mouvement de protestation dans les milieux artistiques du pays et dans le monde, jusqu'à la commission des Droits de l'homme de l'ONU, relayé sur les réseaux sociaux par une campagne sous le hashtag SaveToomaj (#SauverToomaj). Cette mobilisation reste plus nécessaire que jamais car, fait observer son avocat, le jeune artiste risque une nouvelle condamnation à la peine capitale. ■

BRUNO ODENT

## COUP DE PROJECTEUR

### La danse contre la violence

À Marseille, Maryam Kaba, danseuse et chorégraphe, et Marie Kock, journaliste et écrivaine, toutes deux engagées pour le féminisme et contre le racisme, présentent la chorégraphie *Joie UltraLucide*, en partenariat avec la Maison des femmes, lieu d'accueil dont les danseuses sont issues.

## ! C'EST UN SCANDALE

### Kassovitz banalise le pire

Sur LCI, le 22 juin, le réalisateur Mathieu Kassovitz, réalisateur, s'interrogeait : « Peut-être que le RN va faire un meilleur boulot, peut-être que c'est quelque chose à essayer ? » En disant cela, il sert de marchepied à la banalisation. Et il ajoutait : « Je suis pour la violence face à la violence. » Là, il joue la politique du pire.

## L'œil de Bobika

LE 30 JUIN ET LE 7 JUILLET  
ON TRIE SES DÉCHETS



## LA BONNE NOUVELLE Triple ration d'or pour l'escrime française

À cinq semaines des JO, l'escrime française annonce la couleur. Samedi, aux championnats d'Europe à Bâle en Suisse, les sabreuses puis les épéistes ont décroché l'or en finale par équipes, 24 heures seulement après le titre européen remporté par les fleurettistes Enzo Lefort, Julien Mertine et Maxime Pauty. Sous les yeux de Sara Balzer, numéro un mondial, préservée en raison de douleurs dorsales, Manon Apithy-Brunet, Cécilia Berder et Sarah Noutcha ont douché l'Ukraine (45-44) de la quadruple championne du monde, Olha Kharlan,

après avoir été menées 42-44. Quelques minutes plus tard, les tireurs Romain Cannone, Paul Allègre, Alexandre Bardenet et Luidgi Midelton, qui avait déjà remporté jeudi le titre continental en individuel, ont surclassé les champions du monde italiens (45-24) dans une revanche de la finale mondiale de Milan, l'été dernier. La dernière fois que les bretteurs tricolores avaient été sacrés champions d'Europe en 2016, ils avaient conquis dans la foulée la médaille d'or olympique aux Jeux de Rio... ■

NICOLAS GUILLERMIN

## ! L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

**Chronique** Exceptionnellement, retrouvez la chronique sportive hebdomadaire de Mejdaline Mhiri exclusivement sur humanite.fr. L'intime est politique. Cette semaine, la journaliste revient sur deux handballeuses de haut niveau qui ont choisi de rendre publique leur relation. C'est peut-être un détail pour vous, mais pour elles ça veut dire beaucoup.

**Vidéo** « Le RN, on n'a jamais essayé », « le RN s'engage pour les femmes... » Vous avez peut-être eu ces discussions à la machine à café ? Violaine de Filippis Abate, notre chroniqueuse, également avocate et militante féministe, a réuni sa bande pour vous concocter une volée de contre-arguments à distribuer sans modération à l'heure du petit jus matinal.



## LE BILLET DE MAURICE ULRICH

### Emballé, pesé

Qu'y a-t-il vraiment de commun entre le RN et le Nouveau Front populaire ? Éric Le Boucher, chroniqueur des *Échos*, nous le dit. Le progrès ou plutôt leur détestation du progrès : « L'extrême droite par ignorance crasse, elle a longtemps été antivax. La gauche parce qu'elle trouve la science achetée par les labos et coupable d'avoir inventé le système technologique producteur de CO<sub>2</sub>. La science, c'est le progrès, la nouvelle élite veut l'arrêter pour promouvoir le conservatisme. » Emballez, c'est pesé, le progrès social avec. La « nouvelle élite » serait celle qui veut prendre le pouvoir en lieu et place de la vraie, authentique et légitime, celle « des diplômés "riches", pro-business, pro-Europe, pro-progrès, pro-laïcité »... L'autre, ou plutôt les deux autres, dans le même sac, c'est tout le contraire. Alors le chroniqueur lance un cri d'alarme : « Gens de l'élite, ne tirez pas sur Macron, vous êtes derrière » et « la colère et la misère transformées en pathologie nationale du malheur constituent la plus grande opération de désinformation politique ». Ben oui, car pour « l'élite », tout va bien. ■

## BONNET D'ÂNE

### Le monde argenté de Maillard

Le député Renaissance sortant de Paris Sylvain Maillard a affirmé, le 21 juin sur BFMTV, que le « Français moyen » touchait 4300 euros par mois. Et l'ancien président du groupe macroniste à l'Assemblée nationale admettait ensuite que Macron suscite « du rejet »... On se demande bien pourquoi ?

## ! C'EST UNE HONTE

### Les agressions d'extrême droite

Dans les Hauts-de-Seine, dans le Val-de-Marne, en Gironde ou encore à Paris, des militants et candidats du Nouveau Front populaire ont fait état, samedi 22 juin, d'agressions par des sbires d'extrême droite, à huit jours des législatives. Une plainte a notamment été déposée en Gironde.



# À Salbris, les faux faits divers peuvent en cacher de vrais

## LÉGISLATIVES

Depuis sa commune de Sologne, Alexandre Avril, bat la campagne pour « l'union des droites » avec les lepénistes. Mais sur place, le vernis des représentations construites par le RN et ses alliés craque.

Salbris (Loir-et-Cher), envoyé spécial.

C'est sans doute l'un des visages du moment. Un visage cajolé sur les plateaux de CNews ou les antennes d'Europe 1 et de Radio Courtoisie. Alexandre Avril y a, ces derniers jours, son rond de serviette. C'est un bon client pour Bolloré : normailien et auteur d'une thèse sur Nietzsche, le maire de Salbris (Loir-et-Cher) est capable d'épater Cyril Hanouna en qualifiant de « picrocholines » les affaires au sein des « Républicains », le parti dont il dirige la fédération du Loir-et-Cher et qu'il entraîne, sur les pas d'Éric Ciotti, dans une alliance avec les lepénistes. Mais surtout de consolider, avec un cynisme consommé, l'imaginaire de cette droite extrême qui, en colportant ses représentations d'un pays à feu et à sang, se voit plus que jamais aux portes du pouvoir.

« La majorité des faits divers sont totalement occultés, notamment parce qu'ils se passent dans les provinces, dans les petites communes, et que la presse locale a beaucoup de mal à les relayer pour des raisons idéologiques. Moi, j'en ai tous les jours, comme maire, et pourtant, dans le journal local, ça n'apparaît jamais », déroule ainsi sur CNews, sous les applaudissements de Pascal Praud, le trentenaire qui se présente comme « porte-parole du rassemblement des droites ». L'Humanité a donc arpenté quelques jours cette

zone décrite comme un coupe-gorge par Alexandre Avril. Des faits divers sordides, glaçants, tous les jours dans cette bourgade de Sologne comptant un peu plus de 5 000 habitants ? Hum, non : rien. Enfin, si, mais alors, pas ceux que fabriquent les propagandistes de la droite extrême...

### LA FICTION DÉPASSE LA RÉALITÉ DEPUIS LONGTEMPS

Sur place, tandis qu'Alexandre Avril décline l'invitation à répondre de vive voix aux questions de l'Humanité – le maire s'était engagé à réagir par écrit, ce qu'il n'a pas fait avant publication –, les habitants se grattent la tête. « Il y a bien eu, il y a quelque temps, un conseil de discipline au collège parce qu'on avait chopé deux gamins fumant une cigarette dans les environs, se remémore Olivier. Si c'est le problème, ça montre le niveau ! » Même incrédulité du côté de la presse locale : « Le dernier fait divers dont on a connaissance à Salbris, c'est que le maire est dans le viseur de la justice pour des propos racistes », rétorque un journaliste. Fin avril, après le meurtre, lors d'une rixe à Châteauroux (Indre), du jeune Matisse – dont la famille a refusé explicitement toute velléité de récupération par l'extrême droite –, Alexandre Avril a cru pouvoir évoquer, sur les réseaux sociaux, une « victime de plus de l'immigration massive ».

Dans cette même veine inqualifiable, le maire de Salbris a, en mai, ouvert une polémique en demandant le transfert d'un centre d'accueil des demandeurs d'asile (Cada) vers la ville voisine de Lamotte-Beuvron. « C'est absurde, confie un parent d'élève. Le Cada, avec les familles qui y sont hébergées, ça nous apporte quelques baguettes en plus à la boulangerie, d'excellents joueurs de foot dans les équipes avec nos gamins, et ça permet d'éviter des fermetures de classes supplémentaires. » Sur le marché de sa ville, Pascal Bioulac, ex-sarkozyste passé, lui, chez Horizons dans la majorité macroniste et soutien d'un candidat « divers droite » anti-« extrêmes » sur la circonscription, fustige la manipulation. « Je gère une commune similaire à Salbris, on a des petites incivilités qui ont toujours existé, mais tout concentrer sur la stigmatisation des étrangers, cela n'a vraiment aucun sens, dénonce le maire de Lamotte-Beuvron. En milieu rural, la population voit des trucs à la télé, et voilà un élu local qui vient alimenter les peurs... Ce qu'il dit est totalement faux ! »

Sur le terrain, la fiction dépasse la réalité depuis longtemps. Cette fiction, Alexandre Avril ne la bâtit pas que sur les plateaux de Bolloré, il la construit aussi dans sa ville, concrètement. Quand il fait élever une halle pour le marché – le chantier monumental est en cours devant la gare

–, l'homme qui a commencé son mandat en prenant la tête d'une procession religieuse et qui a également invité une chorale intégriste lors de cérémonies officielles, l'appelle, sans aucune ironie, « Notre-Dame de Salbris ». Sur le modèle revendiqué du Puy du Fou, il aurait dû célébrer, ce week-end, une fête gallo-romaine, avec combats de gladiateurs et cochonnaille au menu, mais l'événement a dû être annulé en dernière minute, pour cause d'inondations. Professeure de lettres classiques et syndicaliste

Snes-FSU – venue jeudi à Salbris pour distribuer un tract « contre les idées d'extrême droite » –, Aurélia Stedransky avait mis en garde ses élèves. « Ces gens, quand ils prétendent faire de l'histoire, ils le font en liant les uns pour mieux exclure les autres. Ce qui est piquant, c'est qu'ils célèbrent l'envahisseur romain, mais le plus grave, c'est l'idéologie grossière sous couvert de création artistique. »

Dans cette circonscription qui a été un temps celle de Guillaume Peltier – passé du FN à l'UMP pour échouer à Reconquête!, puis filer avec Marion Maréchal –, rien d'étonnant à voir la droite s'unir avec l'extrême droite... Certains se sont d'ores et déjà ralliés au parti lepéniste, à commencer par un grand ami d'Alexandre Avril, bien plus discret que lui en Sologne : le député sortant Roger Chudeau, inspecteur général de l'éducation nationale, longtemps encarté à l'UMP et ayant travaillé dans les ministères sous Chirac puis Sarkozy, avec Gilles de Robien et surtout François Fillon à Matignon, devenu député RN en 2022 et présenté, en cas de succès électoral, comme futur ministre de Bardella.

### UN ARRÊTÉ MUNICIPAL CONTRE LA GAUCHE

Cosecrétaire général de la FSU du Loir-et-Cher, Emmanuel Mercier en tire argument. « Le programme de Le Pen pour l'école, c'est Chudeau qui l'a écrit, et il est d'une pauvreté intellectuelle affligeante. Tout est basé sur l'uniforme, sur un tri social organisé par un choc des savoirs au carré sur la pédagogie du bâton contre les élèves et les personnels. Alors, oui, le système scolaire est au bord du gouffre, et on aurait aimé entendre ce député s'intéresser, par exemple, à l'école rurale, mais quand on organise des manifs sur le sujet, on ne le voit jamais. En l'occurrence, le problème, il en fait résolument partie. C'est lui qui, avec Fillon, a fait passer le socle commun des connaissances, diminué les moyens et les effectifs en supprimant un fonctionnaire sur deux. »

Samedi matin, à l'entrée du marché de Salbris, à l'intérieur duquel Avril a interdit par arrêté municipal de tracter

Sur les réseaux sociaux, les messages de l'édile sont relayés par des groupuscules d'ultra-droite.





Le 22 juin, à Salbris. Une fête gallo-romaine, sur le modèle du Puy-du-Fou aurait dû avoir lieu, ce week-end. Elle a été annulée pour cause d'inondations.



**REPORTAGE**



Le 22 juin, à Salbris. Des militants du Nouveau Front populaire tractent pour leur candidate, Sylvie Mayer.

pour les élections, Emmanuel Léonard, conseiller régional communiste et suppléant de Sylvie Mayer – la candidate du Nouveau Front populaire dans la circonscription –, observe la permanence de Chudeau, juste à côté. « *Le fait que le député RN installe ses bureaux à Salbris, c'est significatif, relève-t-il. Cela n'a pas de sens de ne pas être dans la sous-préfecture, Romorantin, la seule et unique raison, ce sont les liens avérés entre Avril et Chudeau.* » Pour lui, derrière la surprise de la dissolution, tout était prêt. « *Quand Ciotti est allé au 13 heures annoncer son alliance avec Le Pen, il n'a pas fallu plus de quelques minutes pour que la fusion soit annoncée par Avril, avec une suppléante LR pour Chudeau. L'accord était scellé, de toute évidence.* » Un constat corroboré d'ailleurs au sein d'une droite désormais en mille morceaux par Pascal Bioulac : « *La dernière fois que j'ai pu discuter calmement avec Alexandre Avril, c'était en juin 2022, après ma défaite au premier tour sous l'étiquette des LR, et lui, il m'avait dit qu'il ne voyait qu'une chose à faire, le rassemblement des droites.* »

**LES BUS DE RAMASSAGE SCOLAIRE ONT ÉTÉ SUPPRIMÉS**

À Salbris, en vérité, c'est dès sa victoire aux municipales en juin 2020 qu'Alexandre Avril rassemble un tout petit monde venu de la droite extrême et même ouvertement identitaire. Notamment au sein d'une librairie, tenue par son épouse – elle-même contributrice occasionnelle au JDD –, ouverte grâce au soutien d'un exilé fiscal en Belgique, propriétaire d'une chasse en Sologne, qui abrite dans son arrière-cour les activités de deux religieuses : l'une est la sœur d'une journaliste star de la « fachosphère » (Présent, Boulevard Voltaire, Valeurs actuelles et JDD) ; l'autre se révèle être la fille d'un Waffen SS et l'épouse de Jean-Yves Le Gallou, grande ordonnateur en coulisses de l'extrême droite française depuis des décennies. À la mairie, le jeune élu vient de recruter comme « directeur de cabinet » un des assistants parlementaires d'Emmanuelle Ménard, alors que, quelques années plus tôt, c'est à Béziers, la ville dirigée par Robert Ménard, déjà sur le créneau de l'union des droites, qu'Alexandre Avril avait, comme en témoigne le journal de Renaud Camus, tapé dans l'œil du théoricien du fumeux « grand remplacement ». Sur les réseaux sociaux, ses messages sont relayés et appréciés par des activistes de groupuscules d'ultradroite, comme le fait constater Christophe Matho, son principal opposant au conseil municipal de Salbris, mais aussi par le milliardaire ultraconservateur et, lui aussi, exilé fiscal Pierre-Édouard Stérin, qui, tout en cherchant à mettre la main sur l'hebdomadaire *Marianne*, profite des législatives anticipées pour avancer ses pions dans tout le pays...

Mais dans ce laboratoire à ciel ouvert de la « fusion des droites », cette « petite ville » des « provinces » que prétend incarner Alexandre Avril pour, comme il le dit encore chez Bolloré, « *accompagner le RN au pouvoir* », derrière les mythologies, gauloises, romaines ou nationales-conservatrices qui viennent recouvrir le réel de fange, ça craque. Des faits divers, bien différents de ceux que charrie l'extrême droite et totalement occultés par elle, éclatent à la figure : ce sont les bus de ramassage scolaire qui ont été supprimés en 2023, c'est le chauffage qui a été coupé à la salle des fêtes tout l'hiver... « *Avec la désindustrialisation, la ville s'est appauvrie*, témoigne encore Olivier. *Les citoyens se sont déchirés sur l'implantation d'un Aldi, ce qui s'analyse aussi comme un signe de la crise du pouvoir d'achat. On a perdu 5 000 habitants en quelques années, les services publics ont été dégradés, les médecins partent à la retraite sans être remplacés... C'est quand même ça, les enjeux de cette élection ! Et, là-dessus, Avril et Chudeau ne sont ni loquaces ni effacés, ce n'est pas leur problème, c'est le nôtre.* » ■

THOMAS LEMAHIEU

REPORTAGE PHOTO SAMIR MAOUCHE





Le Rassemblement national a Jordan Bardella, la Macronie Gabriel Attal et le NFP leur oppose « un collectif », JOSE BOUZAS / HANS LUCAS

# À gauche, une campagne sans candidat à Matignon

**LÉGISLATIVES** Contrairement à la Macronie et au RN, le Nouveau Front populaire s'avance vers les scrutins du 30 juin et du 7 juillet sans futur premier ministre désigné. Une situation qui peut médiatiquement désavantager la coalition et qui aiguise certains appétits.

**L**a gauche s'est-elle tendu un piège à elle-même ? À tout le moins, elle ne s'est pas facilité la tâche pour mener une campagne éclair dans une V<sup>e</sup> République hyper-personnalisée. Le Nouveau Front populaire (NFP) a fait, dans l'urgence et faute de candidat naturel, un choix. Ou plutôt un non-choix : repousser à l'après-7 juillet la désignation du futur premier ministre en cas de victoire. C'est la potentielle majorité qui tranchera. Fin du débat ? Au contraire. L'épineuse question obsède les médias qui ne ratent jamais une occasion d'enfoncer un coin. Pour conduire la bataille des législatives anticipées, le Rassemblement national (RN) a Jordan Bardella, la Macronie

Gabriel Attal et la gauche leur oppose... « un collectif », répète-t-on dans les différents états-majors. Comme pour fermer le ban. Mais « la nature a horreur du vide », dit l'antienne. Un vide que certains cherchent à combler avec plus ou moins d'insistance. Quitte à risquer de parfois fragiliser le collectif. Ce week-end aura été le dernier – mais probablement pas l'ultime – épisode en date d'une série qui dure déjà depuis dix jours. Sur France 5, samedi, Jean-Luc Mélenchon a réaffirmé être « bien évidemment » prêt à faire son entrée à Matignon : « Je ne m'élimine pas et je ne m'impose pas. » Avant d'ajouter avoir « l'intention de gouverner le pays ». Il n'en fallait pas plus pour que la polémique prenne. François Hollande, ex-président de la République et candidat PS

en Corrèze, lui a alors demandé de « se taire » et de « se mettre de côté » car, « quand il y a autant de rejet, il faut avoir le sens de l'intérêt général ». « L'idée d'une nomination au poste de premier ministre de Jean-Luc Mélenchon, qu'il alimente lui-même, n'a jamais fait l'objet d'un accord entre les forces du Front populaire », a écrit Fabien Roussel, secrétaire national du PCF et candidat dans le Nord.

L'obstination du triple candidat insoumis à la présidentielle et de sa garde rapprochée à rester dans le match pour Matignon fait aussi les affaires des macronistes et de l'extrême droite. Ravis que cette personnalité puisse être un repoussoir pour une partie de l'électorat, Gabriel Attal comme Marine Le Pen rêvent à l'envi que le premier ministre de

la gauche « sera Jean-Luc Mélenchon ». Et ce, même si le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, assure que non et que son homologue écologiste, Marine Tondelier, affirme qu'elle « retien(t) qu'il ne s'imposera pas ». Car, hormis à la France insoumise, personne n'a envie de rejouer la musique de 2022 sur l'air de « Mélenchon premier ministre », même si le politologue Vincent Martigny affirme que cela avait « beaucoup servi à la dynamique » de la

**« Nous faisons le choix d'une incarnation diverse, multiple, avec un accord sur le programme. »**

IAN BROSSAT, PORTE-PAROLE DU PCF

Nupes. Mais 2024 n'est pas 2022. « Les électeurs ont besoin de lisibilité et d'être rassurés sur le fait que ça ne sera pas lui », glisse un socialiste en campagne.

Jean-Luc Mélenchon est cependant loin d'être le seul à s'être ainsi avancé pour Matignon. La liste est longue. Dès le 10 juin, au tout début des négociations du NFP, Raphaël Glucksmann (Place publique) avait suscité des tensions en lançant le nom de l'ex-numéro 1 de la CFDT Laurent Berger, sans écarter le sien. Plus tard dans la semaine, François Ruffin (Picardie debout) et Fabien Roussel s'étaient aussi dits « capables » d'assurer la fonction. Tout comme l'insoumise Clémentine Autain. Circulent également les profils des socialistes Boris Vallaud, Valérie Rabault, Carole Delga, de l'ex-ministre écologiste Cécile Duflot ou des membres de la direction de la FI comme Mathilde Panot, Manuel Bompard et Clémence Guetté.

## « LES FRANÇAIS EN ONT MARRE DE L'HYPERPRÉSIDENTIALISATION »

« La discussion sur l'identité du premier ministre est prématurée. Son profil dépendra de la majorité dont on disposera. Nous faisons le choix d'une incarnation diverse, multiple, avec un accord sur le programme », coupe court Ian Brossat, porte-parole du PCF. Pour affronter les autres premiers ministres putatifs Jordan Bardella et Gabriel Attal ou leurs envoyés, les chefs des quatre principaux partis du NFP se sont répartis les différents débats : Manuel Bompard (TF1), Olivier Faure (France 2), Marine Tondelier (BFMTV) et Fabien Roussel (CNews).

Sur le terrain, plusieurs candidats assurent que l'incertitude sur l'identité du futur locataire de Matignon n'est pas forcément un obstacle. « Les gens savent qu'ils votent d'abord pour un député et surtout un programme. Le collectif est un avantage », affirme Noé Gauchard, insoumis qui affronte l'ancienne première ministre Elisabeth Borne dans le Calvados. « Les Français en ont marre de l'hyperprésidentialisation, complète l'écologiste Sandra Regol, en campagne à Strasbourg. Nous poussons pour une VI<sup>e</sup> République parlementaire. C'est donc cohérent. » ■

EMILIO MESLET



**L**es alertes féministes devaient retentir à l'unisson dans la manifestation parisienne, à 16 heures, dimanche 23 juin, mais les sifflets n'ont pas cessé tout au long du parcours. Dans une cinquantaine d'autres villes en France, l'écho féministe a aussi résonné. « *Le contexte, tout le monde le connaît* », explique Suzy Rojzman, du Collectif national du droit des femmes, l'une des 200 associations appelant à se mobiliser contre le Rassemblement national. « *On connaît le RN/FN de longue date, reprend la militante, ses groupuscules fascistes, Nemesis et compagnie. Il fallait organiser un rassemblement très large pour s'unir et riposter.* »

Les structures comme la Fondation des femmes, le Planning familial, les centres d'information sur les droits des femmes et des familles s'inquiètent de voir leurs subventions se réduire ou même disparaître avec l'influence grandissante du RN. « *Mais, surtout, nous sommes inquiets pour les personnes concernées* », insiste Sarah Durocher, du Planning familial, qui souligne la montée d'attaques transphobes et homophobes ces derniers jours. « *Les mères de notre réseau associatif ont peur pour l'avenir de leurs enfants* », rebondit Mariam Sissoko, présidente de l'association Puissance de femmes. En Île-de-France, ces personnes engagées essaient de sensibiliser dans les quartiers populaires et d'aller à la rencontre des jeunes qui se sont abstenus : « *Le rôle de ces femmes est central, elles sont écoutées, respectées. Leur pouvoir d'agir est puissant mais il n'est pas valorisé, ni exploité pour construire une société plus juste.* »

Aux côtés des associations féministes, tenant la banderole de tête, plusieurs syndicats ont répondu présent. « *Le RN est dangereux pour les droits des femmes*, explique Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT. Il suffit de voir leur vote à l'Assemblée nationale : 30 d'entre eux n'ont pas voté la constitutionalisation du droit à l'IVG. Il faut regarder le parcours de leurs candidats, qui sont réactionnaires, complotistes, russophiles, racistes, antisémites. Quant au gouvernement, il ne veut pas affronter le patronat pour l'égalité professionnelle. Le Nouveau Front populaire, lui, est clair. Il veut voter une loi pour

imposer l'égalité salariale, et une loi organique contre les violences sexistes et sexuelles. C'est fini l'affichage, il faut des politiques publiques à la hauteur. »

Sophie Vénéitay, qui représente le premier syndicat de l'enseignement du second degré (Snes-FSU), ajoute : « *L'éducation nationale est à 73 % féminisée. Quand on voit le programme du RN, on sait qu'elle ne ressortira pas indemne, notamment sur les questions d'égalité, de prévention des violences sexuelles, de programme scolaire, par exemple en histoire avec la volonté d'imposer un récit national plutôt masculin.* » Muriel Guibert, de

Solidaires, craint l'instrumentalisation : « *La dédramatisation du RN a commencé sur le volet social et il tente maintenant de le faire sur les questions féministes.* » Ces derniers jours, Jordan Bardella a tenté en effet une adresse aux femmes via les réseaux sociaux, pour rallier cet électorat longtemps délaissé.

#### « COMMUNIQUER ET EXPLIQUER »

Entourée d'amies et de militantes, en violet et paillettes, l'actrice et réalisatrice Judith Godrèche est désormais de toutes les manifestations féministes, depuis qu'elle a révélé les violences sexuelles qu'elle a subies enfant de la part du réalisateur Benoît Jacquot. « *Je suis rentrée exprès de Nantes où je présentais mon nouveau film Moi aussi contre les agressions sexuelles. Je suis là pour dire que le RN ne fera rien pour les femmes, il est dangereux pour elles. Nous devons communiquer et expliquer qu'il faut ancrer sa souffrance ailleurs.* »

Le drapeau or et irisé du Pink Bloc a encore rallié une foule festive qui scande en chœur : « *Sauve un PD, va voter, sauve nos culs, fais une procu !* » Mika, des Inverti-e-s, a passé sa semaine à tracter pour le Nouveau Front populaire, auquel le collectif s'est rallié. « *Le RN n'a jamais été notre allié. Se mobiliser, c'est une nécessité pour nous, pour vivre.* » Depuis le résultat des élections européennes et l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, les Inverti-e-s ont été rejoints par de nombreux membres de la communauté LGBTQI. Les militants écument les clubs, les événements comme la pride des banlieues et bientôt la Marche des fiertés, le 29 juin, pour politiser les « trans, pédés, gouines » et aller les faire voter en masse.

Laetitia Coryn s'est déplacée avec son fils, son compagnon, ses amis. « *Je ne vais pas assez en manifestation, reconnaît la quadragénaire. Mais là, la situation est catastrophique. C'est rassurant de voir tout ce monde. Le traitement médiatique a été ignoble. On a déroulé le tapis rouge au RN. C'est bien ici de voir un peu de raison.* » ■

# « Le RN n'a jamais été notre allié, se mobiliser est une nécessité »

**MANIFESTATIONS** Plus de 200 associations féministes et queers ont marché dimanche à Paris et dans une cinquantaine de villes contre l'extrême droite et les dangers qu'elle représente.



Dans le cortège parisien, le 23 juin. JULIEN JAULIN/HANS LUCAS POUR L'HUMANITÉ

KAREEN JANSELMÉ



EN LUTTE



## ENSEIGNANTS EN COLÈRE

Alors que les élèves de terminale passent, à partir de ce lundi, leur grand oral, l'Association des professeurs de sciences économiques et sociales appelle à faire grève. Elle fustige notamment l'alourdissement des programmes scolaires.

## VISALE POUR LES SAISONNIERS

La CFDT agri-agro se félicite que la garantie Visale, conçu pour faciliter l'accès au logis, a été rendue accessible aux saisonniers. Cela va permettre de « répondre en partie à la difficulté pour beaucoup de saisonniers agricoles à trouver un logement ».

## FIN DE GRÈVE À OUEST-FRANCE

La grève lancée jeudi à l'appel du SNJ, la CFE-CGC, la CGT et FO pour obtenir des hausses de salaires a pris fin vendredi après un accord entre la direction de Ouest-France et les syndicats. Les employés ont obtenu des augmentations mensuelles de 50 euros brut pour tous.

# Mort au travail, le combat d'une famille endeuillée

**JUSTICE** Ce lundi, se tient le procès en appel de l'entreprise Urbaine de Travaux, condamnée en première instance pour l'homicide involontaire de Jérémie Wasson, mort à 21 ans lors d'un stage sur un chantier du projet Éole en Seine-Saint-Denis. Ses proches, qui se battent depuis plus de quatre ans, sont à bout de souffle.

« **O**n leur a confié notre fils et il est mort. » Ces quelques mots, concis, sont douloureusement prononcés par la mère de Jérémie, Valérie Wasson, appuyée contre le plan de travail de sa cuisine, pour résumer le cauchemar qu'elle traverse avec son mari, Frédéric, et ses deux autres enfants depuis quatre ans. Ensemble, ils seront à nouveau confrontés, ce lundi, à la société de construction, tenue responsable en première instance de la mort de Jérémie, lors d'une audience à la cour d'appel de Paris. Dans l'entrée de la maison d'un quartier tranquille de l'est de l'Île-de-France, trône un immense portrait de son fils qui aurait aujourd'hui 25 ans. De même que son frère jumeau Tanguy, Jérémie se rêvait ingénieur, mais, le 28 mai 2020, une succession d'erreurs de l'entreprise Urbaine de Travaux, propriété du groupe Fayat, l'en empêchera définitivement.

Alors en première année à l'École spéciale des travaux publics du bâtiment et de l'industrie (ESTP), Jérémie

Wasson avait 21 ans lorsqu'il a entamé, vierge de toute expérience professionnelle, un stage d'observation qui devait durer un peu moins de deux mois dans l'entreprise, marraine de sa promotion. Dès son quatrième jour, le jeune étudiant est envoyé seul sur le toit du chantier du centre de commande de la SNCF, dans le cadre du projet Éole à Pantin (Seine-Saint-Denis), d'où il a fait une chute de plus de 5 mètres, en passant à travers une trémie de désenfumage.

Comme l'a relevé l'inspectrice du travail, Karine Granier, lors de son expertise : « La victime chargée de débarrasser les éléments du toit-terrasse et ne sachant pas qu'il y avait du vide en dessous a soulevé le platelage puis est tombée, le platelage se refermant alors comme une trappe. » Jérémie, polytraumatisé, rendit son dernier souffle 48 heures plus tard, à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, entouré de ses parents qui venaient, complètement sidérés, de donner leur accord pour débrancher leur enfant.

« C'était un stage d'observation et de compréhension des chantiers, et sans que l'on comprenne pourquoi, il s'est transformé en stage ouvrier », se souvient

le père de Jérémie Wasson, Frédéric, envahi d'un sentiment d'injustice qui ne le lâche plus depuis ce jour. À son arrivée, personne ne l'attendait. Son maître de stage, Youssef Omrani, n'était, à cette période, même plus présent sur le chantier. Ce sont d'autres salariés qui ont donné des tâches de manutentionnaire, incluant du marteau-piqueur, à Jérémie, alors complètement désorienté par la tournure que prenait sa toute première expérience, comme il l'avait rapporté à ses parents en rentrant les premiers soirs.

## AUCUNE MESURE DE PROTECTION CONTRE LES CHUTES

Fin 2019, sur ce fameux projet Éole, le registre-journal de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, avait, de surcroît, déjà signifié « de nombreux manquements aux règles élémentaires de sécurité, (...) dont les sécurités collectives incomplètes avec risques de chutes (...) et une sécurité "bricolée" ». L'employeur, Urbaine de Travaux, s'était affranchi de son obligation de formation renforcée à la sécurité, « pensant que (Jérémie) n'était pas affecté à un poste à risques », précise le procès-verbal de l'inspection du travail.



Valérie et Frédéric Wasson posent autour du portrait



**L'AGENDA**



**24 juin** La CNT-SO appelle à un rassemblement de soutien aux travailleurs sans papiers grévistes de HNET Groupe, à partir de 10 h 30 au 116, rue de la Croix-Nivert, à Paris.

**25 juin** L'économiste Gabriel Zucman présente au G20 sa proposition d'une taxation minimale des milliardaires.

**29 juin** Un an après la mort de Nahel, adolescent de 17 ans tué par un tir

policiier le 27 juin 2023, à Nanterre (Hauts-de-Seine), lors d'un contrôle routier, sa mère organise une marche blanche. Rendez-vous au 74, avenue Pablo-Picasso, dans le centre-ville.

**Jusqu'au 26 juillet** En opposition à un plan social, l'intersyndicale CGT, CFDT, CFE-CGC, Unsa et Snup de la Caisse des dépôts a enclenché un préavis de grève afin de défendre le statut des contractuels.



de leur fils, décédé à Pantin en 2020. GUILLAUME CLÉMENT POUR L'HUMANITÉ

À la vue de ces éléments probants, l'entreprise Urbaine de Travaux, représentée par son président, Julien Haas, a été condamnée à payer une amende de 240 000 euros, et la conductrice des travaux, Sarah Carpentier-Pourquier, a écopé de 10 000 euros d'amende et de deux ans d'emprisonnement avec sursis, le 9 mars 2022. Toutes deux pour homicide involontaire par la violation manifestement délibérée d'une obligation de sécurité ou de prudence dans le cadre du travail, l'emploi de travailleur temporaire sans organisation et la dispense d'une information et d'une formation pratique et appropriée en matière de santé et de sécurité, et pour finir, l'emploi de travailleur sur un chantier de bâtiment et de travaux publics sans mesure de protection contre les chutes de personnes. « Une sanction, pour une fois, particulièrement lourde », note l'avocate de la famille Wasson, maîtresse Juliette Pappo, dont les condamnés ont rapidement fait appel.

« Malgré l'éloquence du dossier, nous nous sommes heurtés à un déni total de responsabilité de la part de l'entreprise », soupire Valérie Wasson, épuisée d'être à nouveau confrontée

**738**

C'est le nombre de décès professionnels pointés par l'assurance-maladie en 2022, contre 530 en 2017.

à Urbaine de Travaux, ce lundi. D'autant que le volet civil, qui décidera du montant du dédommagement à la famille, est adossé au verdict de la cour d'appel. « Qu'ils perdent ne nous le ramènera pas. Mais qu'ils s'en sortent indemnes pourrait m'anéantir. Si la mort d'une personne n'est pas assez importante pour que les choses changent, il sera mort pour rien ! »

assène-t-elle. Frédéric abonde : « Deux autopsies, des obèses retardées de plusieurs semaines, être obligés d'appeler tous les jours l'inspecteur de police pour qu'il rende ses conclusions, choisir une avocate, passer son temps à relire le dossier, à tourner en rond, une procédure pénale, une procédure civile, sans aucun accompagnement psychologique, administratif ou financier : comment sommes-nous censés nous reconstruire dans ces conditions ? »

En effet, « lorsqu'une personne meurt au travail, la longueur, la longueur et la complexité du parcours légal et judiciaire rendent le deuil d'autant plus pénible pour la famille », se désole M<sup>me</sup> Juliette Pappo, avocate au barreau de Paris, qui y est tristement habituée. Pire, le père de famille redoute

que cette attente ne joue pas en leur faveur : « En plus d'être insupportable d'un point de vue émotionnel, cette latence donne le temps à la partie adverse d'adapter sa version », alors qu'elle refusait froidement, en premier lieu, de reconnaître son rôle dans la mort de Jérémy.

**UN SOUCI D'EFFICACITÉ ET DE RENDEMENT**

Lors de leurs auditions pénales libres, en septembre 2020, Julien Haas, le PDG, et Sarah Carpentier-Pourquier considéraient que la sécurité était conforme, assurant qu'ils n'avaient pris aucune mesure corrective depuis. La société, qui recrute encore une soixantaine de stagiaires par an, dont certains à l'ESTP, assure même sur son site que « la sécurité et la santé de ses salariés » est un des axes fondamentaux de sa stratégie. Pourtant, six mois plus tôt, le 16 septembre 2019, Ermelindo, ouvrier de 43 ans, père de trois enfants et dont la compagne était enceinte, faisait une chute mortelle, après être passé à travers une trémie sur un chantier de construction de la même société, à Bezons (Val-d'Oise). Urbaine de Travaux, là aussi condamnée en première instance, avait finalement obtenu gain de cause en appel, laissant une famille de plus sur le carreau. Loin d'être isolées, les histoires de Jérémy et d'Ermelindo sont symptomatiques d'un système où les entreprises, non contraintes et souvent peu ou non sanctionnées, ont carte blanche pour continuer, à l'abri des regards, d'appliquer des méthodes ayant coûté la vie à des travailleurs, dans un souci d'efficacité et de rendement, tant dans le privé que pour les marchés publics. Hors agriculteurs, indépendants et fonctionnaires, l'assurance-maladie dénombrait, en 2022, 738 décès professionnels, contre 530 en 2017. Cette année encore, au moins 157 accidents mortels ont été comptabilisés entre janvier et avril, selon les synthèses mensuelles internes de la direction générale du travail auxquelles *L'Humanité* a eu accès.

Se sentant abandonnées par l'État dans ces drames invisibles et de plus en plus fréquents, les familles de Jérémy, Flavien, Benjamin, Steven, Vincent, Raphaël et tant d'autres, se sont engagées au sein du Collectif familles : stop à la mort au travail, association constituée en mai 2023. « Non, les accidents du travail ne sont pas des fatalités, c'est d'abord une décision qui se prend au plus haut niveau et qui s'incarne dans les faits », écrivait Valérie Wasson à l'occasion des deux ans du décès de son fils. Pour Frédéric Wasson, « s'asseoir sur la mort d'un jeune, c'est choisir son camp ». Contactée, l'entreprise Urbaine de Travaux n'a pas donné suite à nos sollicitations. ■

PAULINE ACHARD

**Annonces légales**

*Le journal L'Humanité est officiellement habilité pour l'année 2024, pour la publication des annonces judiciaires et légales dans les départements : 92, 93, 94.*  
Arrêté du 21 décembre 2023 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales.  
- Pour les constitutions, dissolutions, clôtures, changement de nom patronymique et toutes autres modifications en vie des sociétés : le tarif est au forfait  
- Toutes autres modifications ou événements multiples : le tarif est de 0,232 euro H.T. le caractère

**AVIS DIVERS**

**SADEV 94**  
Société d'économie mixte  
Société d'Aménagement et de Développement des Villes et du Département du Val-de-Marne  
Siège social : 31, rue Anatole-France, 94306 Vincennes Cedex  
Au capital de 10 099 050 euros  
341 214 971 RCS Créteil

Suite au PV du Conseil d'administration du 14 mai 2024 il en résulte que :  
**PREMIERE RESOLUTION**  
Le Conseil d'administration prend acte de la désignation de M. Christophe Bellebois, en tant que représentant de la société SEMERU pour siéger au Conseil d'administration et à l'Assemblée Générale de SADEV 94 en remplacement de M. Daniel Duminy partant. Ce point figurant à l'ordre du jour n'appelle pas de vote du Conseil d'administration.



# La BNP a cofinancé Israël en guerre

## INVESTISSEMENTS

Des documents de l'autorité américaine des marchés financiers consultés par *l'Humanité* révèlent que la banque française a participé à une levée de fonds record réalisée par Tel-Aviv cinq mois après le début de l'offensive lancée contre Gaza.

L'information semble être passée inaperçue. Le 5 mars, l'autorité américaine des marchés financiers (SEC) a rendu publics les détails d'une levée de fonds réalisée par l'État israélien (1). Pour sa première opération financière depuis le début de la guerre, Israël a pu émettre pour 8 milliards de dollars d'obligations avec le soutien de quatre institutions chargées à parts égales de gérer l'émission de titres : les banques d'investissement Goldman Sachs et Bank of America Securities, l'allemande Deutsche Bank et la française BNP Paribas. Selon les documents que *l'Humanité* a pu consulter, la BNP s'est engagée à hauteur de 2 milliards de dollars pour acheter des obligations à échéance 2029 (500 millions de dollars), à échéance 2034 (750 millions de dollars) et à échéance 2054 (750 millions de dollars) « dans les termes et conditions de l'accord » publié par la SEC. Confirmée par l'agence Reuters, l'opération aurait rapporté des liquidités estimées à plus de 7,8 milliards de dollars à Israël à un moment où, après cinq mois d'offensive à Gaza et en Cisjordanie, le gouvernement dirigé par Benyamin Netanyahu « faisait face à des besoins de fonds supplémentaires pour couvrir un déficit budgétaire croissant dû à la guerre », selon le ministère israélien des Finances. À cette date, on déplorait déjà plus de 30 000 morts dans la bande de Gaza. Avec 85 % de la population déplacée dans l'enclave, des bombardements touchant principalement des civils et des restrictions drastiques à l'accès humanitaire, la description que diverses

agences des Nations unies faisaient de l'enclave palestinienne était dramatique. « Carnage » et « degré sans précédent de meurtres et de mutilations » de civils... Sur fond de violation du droit humanitaire et d'irrespect des droits de l'homme, la Cour internationale de justice (CIJ) avait reconnu un « risque sérieux de génocide » dès fin janvier.

### « LE DÉFICIT BUDGÉTAIRE VA CONTINUER DE SE CREUSER DE MANIÈRE INCONTRÔLÉE »

Rien de tout cela n'a empêché la BNP de soutenir Israël à hauteur de 2 milliards de dollars, participant à conforter son gouvernement à un moment où celui-ci devait prouver sa capacité à obtenir des ressources financières sur les marchés. En janvier 2023, la BNP soulignait dans une note d'analyse des « performances israéliennes particulièrement

bonnes en 2022 et supérieures à la moyenne des autres pays de l'OCDE ». Depuis le lancement de l'opération militaire, le PIB a souffert une contraction de 19,4 % au dernier trimestre 2023 et la Banque centrale israélienne estimait, fin novembre, que la guerre allait coûter environ 53 milliards de dollars d'ici à 2025. Le déficit budgétaire, prévu par la BNP à 2,5 % du PIB au terme de 2023, a finalement dépassé les 4 % et est attendu à 7,5 % en 2024, tandis que les projections du FMI calculent une dette publique dépassant les 67 % du PIB, au lieu des 60 % escomptés. Un mois avant la levée de fonds, l'agence Moody's avait dégradé la note d'Israël, l'abaissant d'un cran (à A2), « avec perspective négative ». « La guerre à Gaza pourrait continuer d'avoir un effet négatif sur l'économie », signale la documentation de la SEC, tout en prévenant les investisseurs de « facteurs de risque » non

## RÉVÉLATION

This Prospectus Supplement should be read in conjunction with the Prospectus dated May 30, 2023.

**\$8,000,000,000**

**State of Israel**  
**5.375% Bonds due March 12, 2029**  
**5.500% Bonds due March 12, 2034**  
**5.750% Bonds due March 12, 2054**

This is an offering by the State of Israel ("Israel" or the "State of Israel") of an aggregate of \$2,000,000,000 5.375% bonds due 2029 (the "2029 bonds"), \$3,000,000,000 5.500% bonds due 2034 (the "2034 bonds") and \$3,000,000,000 5.750% bonds due 2054 (the "2054 bonds") and, together with the 2029 bonds and the 2034 bonds, the "bonds").

The bonds will constitute direct, general, unsecured, non-prioritized and non-subordinated external indebtedness of the State of Israel. The bonds will be issued in bearer form and will be registered in the Israel Tax Authority's Register of Bonds.

	Per 2029 Bond	Total	Per 2034 Bond	Total	Per 2054 Bond	Total
Public Offering Price	99.449%	\$1,988,980,000	99.220%	\$2,976,600,000	95.964%	\$2,878,920,000
Underwriting discounts	0.075%	\$1,500,000	0.125%	\$3,750,000	0.250%	\$7,500,000
Proceeds to the State of Israel (before expenses)	99.374%	\$1,987,480,000	99.095%	\$2,972,850,000	95.714%	\$2,871,420,000

The public offering price set forth above does not include accrued interest, if any. Interest on the bonds will accrue from March 12, 2024 and must be paid by the purchaser if the bonds are delivered after March 12, 2024.

None of the Securities and Exchange Commission (the "SEC"), the Israel Securities Authority, or any state securities commission has approved or disapproved of these securities or passed upon the accuracy of this prospectus supplement or the accompanying prospectus. Any representation to the contrary is a criminal offense.

The bonds are expected to be delivered on or about March 12, 2024 (the "closing date") in book-entry form only to purchasers through The Depository Trust Company, Clearstream Banking, Luxembourg, securities depository and the Euroclear System.

**BNP Paribas** **BofA Securities** **Deutsche Bank** **Goldman Sachs & Co. LLC**

*Joint Book-Running Managers*

Prospectus Supplement dated March 5, 2024

**UNDERWRITING**

Israel has entered into an underwriting agreement, dated March 5, 2024, with respect to the bonds with BNP Paribas, BofA Securities, Inc., Deutsche Bank Aktiengesellschaft and Goldman Sachs & Co. LLC. Subject to the terms and conditions set forth in the underwriting agreement, the underwriters have severally and not jointly agreed to purchase the principal amount of bonds set forth opposite their respective names:

Underwriters	Principal Amount of 2029 bonds	Principal Amount of 2034 bonds	Principal Amount of 2054 bonds
BNP Paribas	\$ 500,000,000	\$ 750,000,000	\$ 750,000,000
BofA Securities, Inc.	\$ 500,000,000	\$ 750,000,000	\$ 750,000,000
Deutsche Bank Aktiengesellschaft	\$ 500,000,000	\$ 750,000,000	\$ 750,000,000
Goldman Sachs & Co. LLC	\$ 500,000,000	\$ 750,000,000	\$ 750,000,000
<b>Total</b>	<b>\$2,000,000,000</b>	<b>\$3,000,000,000</b>	<b>\$3,000,000,000</b>

The underwriting agreement provides that the obligation of the underwriters to pay for and accept delivery of the bonds is subject to certain conditions, including the delivery of certain legal opinions. Under the terms and conditions of the underwriting agreement, the

D'après l'organisme états-unien, l'établissement bancaire s'est engagé, à parts égales avec trois autres institutions, à émettre 2 milliards de dollars d'obligations, soit un total de 8 milliards.



négligeables. Finances de l'État mises à rude épreuve, environnement politique « volatil », « instabilité régionale » avec des répercussions sur la situation sécuritaire d'Israël qui pourraient affecter de nouveau sa note, ainsi que sa capacité à « accéder au crédit sur les marchés internationaux de capitaux » à des taux favorables... donc à remplir ses obligations en matière de remboursement d'emprunts... « Face à une guerre au coût exorbitant et qui n'est pas près de s'arrêter, le déficit budgétaire va continuer de se creuser de manière incontrôlée », juge Efraïm Davidi. « Officiellement, le Trésor estime que le déficit augmentera à plus de 7 %, mais il pourrait en fait doubler dès cette année », évalue ce spécialiste de l'histoire économique et sociale de l'université de Tel-Aviv.

Dans cette situation pour le moins instable, peu de pays disposent de la capacité à rassurer des investisseurs étrangers. Pourtant, le livre d'ordres (la demande) pour l'offre lancée le 5 mars a atteint les 38 milliards de dollars, soit un montant jamais vu pour une émission de dette internationale israélienne. Quatre cents investisseurs de 36 pays y auraient participé, d'après le ministère israélien des Finances.

**« CES INSTITUTIONS SONT CONSCIENTES DES RISQUES MAIS CELA NE LES FREINE PAS »**

« Les quatre banques qui font office de coresponsables de l'émission apportent un soutien crucial pour que l'État émetteur atteigne ses objectifs de financement, explique un spécialiste du secteur sous couvert d'anonymat. Ces institutions sont conscientes des risques mais cela ne les freine pas. On peut se demander si leur position dans ce dossier est purement économique ou si elle reflète un soutien politique. » Et de conclure : « Quel est le message envoyé ? En aidant à financer un gouvernement qui ignore la CII, ces investisseurs ne pourraient-ils pas se voir accusés de contrevenir aux mesures provisoires que cette cour a dictées, voire être considérés comme complices du génocide en cours ? »

Présente en Israël depuis 1998, la BNP y a accéléré son développement en 2006. Ses activités ont déjà été la cible d'organisations dénonçant de graves manquements en matière de respect du droit international. Notamment à cause de la contribution de la banque française « au financement d'entreprises qui participent au développement des colonies dans les territoires palestiniens occupés ».

Avec sa participation à la levée de fonds, la BNP n'a-t-elle pas encouragé le gouvernement de Netanyahu dans sa trajectoire meurtrière ? N'y avait-il aucune contradiction avec le Code de conduite du groupe, lequel certifie que la banque « ne souhaite pas participer à une quelconque violation des droits de l'homme par l'intermédiaire de ses activités d'investissement et de financement ». Une chose paraît claire : que ce soit à travers le financement d'entreprises qui contribuent au renforcement du régime d'occupation et d'apartheid imposé au peuple palestinien, ou bien pour financer le budget de l'État sioniste, la BNP a jusqu'alors répondu présent. ■

LUIS REYGADA

(1) [www.sec.gov/](http://www.sec.gov/)

**RÉPONSE LA BANQUE BOTTE EN TOUCHE**

Interrogé sur la participation de la BNP à la levée de fonds, son service de presse répond : « BNP Paribas est un acteur bancaire dans plusieurs pays du Moyen-Orient et du Golfe, et peut être amené à participer comme intermédiaire à des émissions souveraines pour nombre d'entre eux. En ce qui concerne l'accès aux financements par les États souverains, le groupe tient à rappeler qu'il applique et respecte scrupuleusement les lois, règlements et conventions qui lui sont applicables. Nous ne pouvons commenter spécifiquement les opérations liées aux dettes souveraines des États. BNP Paribas partage les préoccupations face à la situation au Proche-Orient et à l'impact sur les populations civiles entraînées dans ces événements tragiques. »



La responsable européenne aurait négocié directement avec le PDG du groupe pharmaceutique des doses de vaccin contre le Covid pour un montant de 44,4 milliards d'euros. JOHN THYS/REUTERS/AFP

## Ursula von der Leyen rattrapée par le Pfizergate

**JUSTICE** La présidente de la Commission européenne est accusée d'avoir violé les règles de la transparence pour favoriser la firme états-unienne. Le 21 juin, les avocats du Parti populaire européen, dont est issue la dirigeante, ne se sont pas présentés à l'audience convoquée par un tribunal bruxellois.

L'affaire tombe au plus mal pour Ursula von der Leyen. Il y a une semaine encore, les 27 chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne (UE), réunis pour un Conseil européen informel, semblaient s'accorder autour d'une reconduction de la chrétienne-démocrate allemande (CDU) à la présidence de la Commission à l'issue des élections continentales. La justice pourrait en décider autrement alors qu'une audience devant un tribunal bruxellois avait lieu ce 21 juin dans le cadre du Pfizergate. Au cœur de ce scandale, Ursula von der Leyen est accusée d'avoir négocié directement par échanges WhatsApp avec Albert Bourla, le PDG de Pfizer, un contrat d'1,8 milliard de doses de vaccin contre le Covid pour un montant de 44,4 milliards d'euros, faisant fi des règles de la transparence.

Les avocats du groupe politique dont la responsable européenne est issue, le Parti populaire européen (PPE), ne se sont pas présentés lors de l'audience. Une omerta plus que problématique alors que le plaignant, le lobbyiste

belge Frédéric Baldan, qui accuse Ursula von der Leyen d'usurpation de fonctions et de titres, de destruction de documents publics, de prise illégale d'intérêts et de corruption, demande au PPE d'écarter la candidature de sa tête de liste à la présidence de la Commission et que le Conseil européen doit de nouveau se réunir les 27 et 28 juin. À cet égard, la juge a déterminé le caractère « urgent » du dossier et choisi d'entendre l'avocate du plaignant plutôt que de demander un report.

**UN CONFLIT D'INTÉRÊTS**

En mars dernier, le Parlement européen adoptait un amendement de La Gauche exigeant une publication immédiate des contrats d'achat et des messages entre la présidente de la Commission et le patron de Pfizer afin de déterminer si cette dernière avait bel et bien violé la charte des droits fondamentaux de l'UE, les traités, le code de conduite des commissaires européens, voire les statuts du PPE. « Tout ce qui était nécessaire à ce sujet a été dit et échangé. Et nous attendrons les résultats »,

juge Ursula von der Leyen. Or, s'il était démontré que des messages ont réellement permis d'acter des transactions impliquant l'UE, comme le prétend le PDG de Pfizer lui-même dans un livre, ils deviendraient de fait des pièces administratives.

Pour sa part, Frédéric Baldan estime subir un préjudice moral lié à « la perte de confiance dans l'Union comme puissance de réalisation du bien commun ». Enfin, juge-t-il, les tractations secrètes de la présidente de la Commission auraient été préjudiciables aux finances publiques belges, qui ont commandé 27,9 millions de doses à Pfizer sur 40,4 millions au total.

La question est éminemment politique alors que des associations, des partis et même la Hongrie et la Pologne se sont joints à la plainte du lobbyiste. Depuis 2020, Heiko von der Leyen, époux de la dirigeante, occupe le poste de directeur médical de la biotech Orgenesis, associée à Pfizer, ouvrant la voie à un conflit d'intérêts. Malgré le scandale, les lobbyistes de la firme gardent leurs entrées au Parlement européen. Jusqu'à quand ? ■

LINA SANKARI





De la Française Micheline Ostermeyer aux JO de Londres 1948 à l'athlète somalienne Samia Yusuf Omar des Jeux de Pékin 2008, en passant par Mexico en 1968 avec les sprinteurs américains Tommie Smith et John Carlos et leur poing ganté, DAILY MIRROR/MIRRORPIX/GETTY IMAGES - AP - KERIM OKTEN/MAXPPP

# Ces jeux Olympiques souvent populaires, toujours politiques

**HORS-SÉRIE** *L'Humanité* publie un numéro exceptionnel consacré à la longue histoire des JO, de 1896 à nos jours, alors que la France accueille la 30<sup>e</sup> édition, fin juillet.



**P**lus vite, plus haut, plus fort... Si la vieille et célèbre expression garde toute sa pertinence, il suffit de se plonger attentivement dans la longue et tumultueuse histoire des jeux Olympiques pour s'apercevoir qu'il manque deux expressions pour compléter le tableau et le rendre encore plus réel: «populaire» et «politique». À partir de fin juillet 2024, les jeux Olympiques et Paralympiques, deuxième événement sportif le plus suivi au monde, font donc escale en France pour leur 30<sup>e</sup> édition. De leur renaissance en 1896 à nos jours, les JO ont ainsi traversé plus d'un siècle avec le meilleur et le pire de ce monde, reflétant l'air du temps avec une porosité évidente. Concurrencés, maintes fois menacés et perturbés, les JO ont toujours été une sorte de tribune et souvent un véritable objet politique.

Comme nous l'avons déjà réalisé pour les coupes du monde de football (2022) et de rugby (2023), *l'Humanité* a logiquement décidé de poursuivre son travail d'exploration en ampleur avec la publication d'un hors-série exceptionnel. En collaboration, à nouveau, avec



les historiens Olivier Chovaux et François da Rocha Carneiro, nous avons réuni les meilleurs spécialistes pour sonder près de cent trente années d'histoire, à l'heure où les Jeux d'été débarquent dans la Ville lumière pour la troisième fois de l'ère moderne, après 1900 et 1924, dans un contexte de tensions internationales et de soubresauts politiques en France... qui n'était pas prévu au programme.

Portraits, récits, grandes et petites histoires : rien n'est oublié dans ce numéro qui fera date, chapitré en cinq parties chronologiques qui remontent le temps (1896-1936, 1948-1964, 1968-1988, 1992-2023, puis 2024), du retour de la flamme originelle aux périodes de ténèbres marquées par deux guerres mondiales, ou encore par des Jeux organisés à Berlin en 1936, à l'ombre des saluts nazis. Reste néanmoins la promesse fraternelle des débuts et l'héritage de « l'esprit » olympique, quand tout fut réinventé via la France et un certain Pierre de Coubertin, baron très conservateur et pas du tout révolutionnaire. Qui se souvient, au demeurant, que la redécouverte de ce moment central de la Grèce antique avait conduit à la première olympiade de la République, en 1796, afin de célébrer le quatrième anniversaire de l'avènement de celle-ci ? Un siècle plus tard, Coubertin reproduisit l'ancien à l'identique, avec Athènes pour accueillir la première édition, et l'exclusion des professionnels et... des femmes, peu à peu admises au fil des éditions, même s'il faudra attendre Amsterdam en 1928 pour qu'elles puissent concourir à l'athlétisme, malgré l'opposition persistante de Coubertin.

#### DEPUIS LA FIN DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE, L'ARGENT ROI, LE SPONSORING

Le nombre d'épreuves et de pays participants s'élargissant, les JO furent aussi l'un des théâtres privilégiés de la guerre froide. Avant le second conflit mondial, l'URSS avait en effet décidé de boycotter cette compétition d'un occidentalisme capitaliste et d'y opposer les spartakiades, qui connurent trois éditions : Moscou en 1928, Berlin (dans l'Allemagne de Weimar) en 1931 et Paris en 1934. Puis, Staline changea de pied en décidant d'affronter les États-Unis sur le terrain sportif. L'URSS signe son arrivée en 1952 et se hisse à la deuxième place du classement des médailles, juste derrière les intouchables Américains, avant de les dépasser dès l'olympiade suivante. Bientôt, la RDA arrivera, puis la Chine, etc. Il y aura même les boycotts de 1980 et 1984. La géopolitique toujours présente. Avec ses moments de gloire, d'inattendu, d'horreur et même d'infamie. Et parfois, des heures absolument glorieuses qui marquent l'Histoire avec sa majuscule, comme aux Jeux de Mexico en 1968, quand Tommie Smith et John Carlos dressent leur poing ganté pour protester contre les injustices dont souffrent les Noirs américains, rendant furieux les officiels qui les excluent et les rendent tricarcs.

Depuis la fin du XX<sup>e</sup> siècle, c'est l'argent roi, le sponsoring qui a pris la main sur l'événement, amenant avec lui les grandes figures professionnelles de chaque sport. Comme l'écrit Fabien Gay, directeur de l'Humanité, « les grands conglomérats sont désormais aussi influents que les États et structurent le modèle économique mais aussi la trace laissée par l'événement ». Dans cette nouvelle ère, non sans enjeux, les Jeux de Paris attirent et inquiètent tout à la fois. Face aux urgences citoyennes et aux tracas du monde, les Jeux ne constitueront sans doute pas le moment rêvé que beaucoup voudraient nous vendre. « C'est pourquoi, précise Fabien Gay, sans naïveté et sans optimisme démesuré, faisons en sorte que ces Jeux ne soient pas la propriété des publicistes ou du marketing, animés par la rentabilité financière, mais au contraire soient l'occasion de faire des rencontres et vivre des moments exceptionnels. » Plus vite ? Plus haut ? Plus fort ? ■

**JEAN-EMMANUEL DUCOIN**



**JE COMMANDE \***

**Le hors-série Une histoire populaire des jeux Olympiques au prix de 9,90 €**

**+ 3 € de frais de port\*\*, soit 12,90 € x ..... exemplaire(s) = ..... €**

**Total de ma commande ..... €**

PRÉNOM .....  
NOM .....  
ADRESSE .....  
VILLE .....  
CODE POSTAL .....  
TÉLÉPHONE .....  
E-MAIL .....

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours \*\* France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone







Armand Gatti, le 28 juin 2014,  
à Montreuil (Seine-Saint-Denis).  
ALBERT FACELLY POUR L'HUMANITÉ

ENTRETIEN

# «L'œuvre de Gatti fait advenir la vie qui déborde la mort»

**ÉDITION** Les nombreuses publications à l'occasion du centenaire d'Armand Gatti permettent de plonger dans l'univers théâtral vertigineux d'un poète frondeur, libertaire. En témoigne le livre d'Olivier Neveux.

*Armand Gatti, théâtre-utopie,*  
d'Olivier Neveux, Libertalia, 268 pages, 10 euros

**P**armi les ouvrages qui paraissent à l'occasion du centenaire d'Armand Gatti, décédé en 2017, le livre d'Olivier Neveux explore ce « théâtre des possibles », ce vaste champ d'investigation langagière et poétique où les mots « parlent pour de faux » et nous interpellent, nous bousculent. Chez le dramaturge, il s'agit de « dé-marchandiser le théâtre, dé-rifier l'œuvre », dans une tentative sans cesse renouvelée d'un « théâtre-utopie ».

Qu'entendez-vous par théâtre et utopie chez Armand Gatti ?



« Son œuvre n'a jamais cessé de lancer des défis à la scène. Il refuse d'écrire en fonction de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas. »

Il n'y a pas vraiment de représentation de l'utopie chez Gatti. L'utopie se situe ailleurs : dans ce que le théâtre peut accomplir. Malgré son incessante critique du théâtre, il n'a jamais cessé d'écrire des pièces. Mon hypothèse est qu'il mise sur le théâtre pour produire des choses extraordinaires. Elle est là, l'utopie.

#### La méfiance de Gatti à l'égard du théâtre est des plus paradoxales...

Armand Gatti est un fils de prolétaire. Il n'est pas à l'aise dans ce monde bourgeois. Il en critique le fonctionnement, se méfie des « acteurs et des actrices mercenaires », auxquels il va d'ailleurs substituer des interprètes militants, non professionnels. Mais, au-delà même de cette critique, il formule une exigence plus essentielle : comment dire et jouer la vie sans la rétrécir ? Comment représenter la réalité, toute la réalité, c'est-à-dire aussi les possibles qu'elle n'arrête pas d'empêcher ? Peut-on changer le passé ?

#### Vous parlez également d'un théâtre de la résurrection des morts. Qu'entendez-vous par là ?

À sa manière, Gatti applique la proposition « révolutionnaire » du philosophe Walter Benjamin : c'est le présent qui détermine l'interprétation du passé. S'il arrive, par exemple, à réaliser aujourd'hui ce qui a été précédemment écarté, il modifie la teneur des défaites qui nous précèdent. Quand Gatti dit qu'il faut changer le passé, cela ne signifie pas qu'il faut le réécrire et le rendre conforme à ce que l'on a espéré, mais que le présent doit prendre en charge les utopies défaites du passé. Convoquer aujourd'hui, sur scène, des noms calomniés ou effacés. Walter Benjamin avertit : « Si l'ennemi triomphe, même les morts ne seront pas en sûreté. » Le score actuel de l'extrême droite rend cet avertissement brûlant. Avoir le souci de la sûreté de nos morts...

#### Rosa Luxemburg est une des figures récurrentes chez Gatti...

Aux côtés de Rosa, Gatti convoque régulièrement d'autres grandes figures historiques, mais il ne le fait pas dans un rapport héroïsant. Il ne s'agit pas pour lui d'élever des stèles. Quand il écrit *Rosa collective*, il est en Allemagne après que la censure gaulliste a interdit sa pièce sur Franco à Chaillot (*la Passion en violet, jaune et rouge*, 1968). Il interpelle : « Avez-vous vu Rosa ? » Il sait bien que Rosa est morte depuis cinquante ans. Mais, par là, il interroge : qui, aujourd'hui, dans une conjoncture différente, poursuit le combat initié par Rosa ? Il ne s'agit pas, on le voit, d'une commémoration. Le fascisme avec ses « Viva la muerte » a le goût de la mort. L'œuvre de Gatti, elle, au contraire, fait advenir la vie qui déborde la mort, et cette vie, c'est l'utopie non réalisée des morts.

#### Une histoire de passation ?

Oui, un passage de témoin. Walter Benjamin écrit : « Nous avons été attendus. » Se savoir attendu, ce n'est pas rien. Cela signifie que, au moment de la défaite, des individus ont probablement espéré que d'autres viendraient après. Benjamin parle d'un « rendez-vous tacite entre les générations ». Comment être à la hauteur de ce rendez-vous ? Pour cela, il y a les luttes, bien sûr, et l'art ne saurait les remplacer. Et il y a ce que le théâtre peut, à sa façon, pour les luttes. Gatti investit cette aire de jeu, composée de corps, de voix, de mots, de langages.

#### L'écriture dramaturgique d'Armand Gatti semble difficilement transposable sur un plateau...

L'œuvre de Gatti n'a jamais cessé de lancer des défis à la scène. Il refuse d'écrire en fonction de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas. Tout est possible et surtout

## Mille et une scènes d'un globe-trotteur

Quelques repères, sur le chemin de l'œuvre immense d'un homme qui a su glorifier les héros des luttes révolutionnaires de son temps, sans jamais renoncer à l'espérance.

Il est difficile de revoir le théâtre de Gatti dans le rétroviseur. Il faudrait en avoir tout vu. Exceptionnel journaliste d'action, écrivain, poète, scénariste, metteur en scène, cinéaste (*l'Enclos*, *El otro Cristobal*, entre autres films, *l'Affiche rouge*, pour le scénario), globe-trotteur inlassable, il a tant créé. Et n'a-t-il pas connu une foule de personnalités en relief dans leur époque ? Quelques noms : Philippe Soupault, René Char, Michel Tournier, Henri Michaux, Pierre Boulez, Kateb Yacine, Chris Marker, Nazim Hikmet, Paul Ricœur, Mao Zedong, Che Guevara, Marlon Brando...

#### LE CERCLE DES HÉROS DISPARUS

Il y a eu ses petites formes parlantes, *la Journée d'une infirmière*, *le Voyage du grand Tchou*. L'histoire d'un chat. Il aimait les chats. Gatti, en italien, c'est « chat » au pluriel. En 1957, il met le point final à sa pièce *le Poisson noir*, née de son voyage en Chine. Il la porte en scène à Toulouse en 1964. La révélation, sans conteste, ce fut en 1962 *la Mort de l'éboueur Auguste G.*, chez Planchon, dans la réalisation de Jacques Rosner. Auguste G., c'est son père, mort

des suites d'un tabassage lors d'une grève en 1942. Gatti prend alors le maquis. La figure du père mort pour la révolution deviendra celle de la résurrection, en scène, d'une longue cohorte d'humiliés et d'offensés sacrifiés de par le monde. En 1962, c'est aussi la création, aux Célestins, à Lyon, de *la Deuxième Existence du camp de Tatenberg*. Vilar, sorti une fois des classiques, monte, en 1959, *le Crapaud-buffle*, qui a trait à l'Amérique latine, comme *la Naissance*. Il accueille, au TNP à Chaillot, en 1966, *Chant public devant deux chaises électriques*, sur Sacco et Vanzetti. La majeure partie du public et de la critique est déroutée, face à un théâtre au lyrisme somptueux qui brasse déjà sans limite l'espace et le temps.

L'interdiction, en 1969, de *la Passion du général Franco* conduit Gatti à tourner le dos au « théâtre d'ennui et de velours

**Exceptionnel journaliste d'action, écrivain, poète, scénariste, metteur en scène, cinéaste...**

rouge », comme a dit je ne sais plus qui. Désormais, après *V comme Vietnam*, *la Cigogne* (sur la bombe atomique) ou *les Treize Soleils de rue la Saint-Blaise* (sur la Commune), c'est en Allemagne, en Irlande, en Belgique, à Strasbourg, Marseille, Montpellier, La Seyne-sur-Mer, Montbéliard avec des ouvriers de Peugeot, etc., qu'il échafaudera d'intenses interventions spectaculaires au grand sens d'un baroque qui n'appartient qu'à lui et met en jeu des collectivités. De Rosa Luxemburg à Évariste Galois, de Durruti à Makhno, de Bobby Sands à son amie Michèle Firk, jusqu'à Ulrike Meinhof, s'élargit le cercle des héros disparus.

En 1965, à Berlin, il avait dialogué avec Piscator (1893-1966), grand innovateur en scénographie et en jeu choral d'ouvriers. Gatti s'en est-il inspiré pour son théâtre de stentor lyrique, infiniment prodigue, rhapsode libertaire de lui-même, acharné à entraîner, dans sa « parole errante », ses fameux « loulous » rédimés par le langage ? Il avait écrit une pièce, jamais jouée, sur Staline vu par l'œil d'une mouche. J'aurais voulu la voir. ■

JEAN-PIERRE LÉONARDINI

l'impossible. C'est au théâtre de se débrouiller pour trouver des formes scéniques hospitalières à l'écriture. À ce titre, il est au plus près de certaines expériences des avant-gardes du XX<sup>e</sup> siècle. Comme si, à ses yeux, le théâtre en était encore à sa préhistoire. C'est un point récurrent, presque de méthode, chez Gatti : ne jamais se satisfaire de ce qui a été concédé. Vouloir plus encore, élargir, conquérir d'autres ampleurs, changer d'échelle. Cela a des conséquences politiques : dans les années 1980, on a tant reproché aux militants politiques d'avoir voulu changer le monde. On a ricané : l'histoire ne se change pas. Gatti admet l'échec. Mais il ne l'associe pas à la même cause. Si l'on a échoué, c'est non d'avoir visé trop grand, mais d'avoir encore manqué d'ambition ! La révolution nécessite, à la façon d'un Blanqui, de formuler quelques hypothèses cosmiques.

#### On en revient à l'utopie, à l'idée, la nécessité d'un théâtre politique, non ?

Le théâtre-utopie me permet de désigner une veine souvent négligée dans l'histoire du théâtre politique. On a beaucoup insisté, et légitimement, sur la force du théâtre réaliste avec, par exemple, l'œuvre majeure de Brecht. Je crois qu'il y a une autre voie, moins reconnue, probablement plus hétérodoxe, qui peut regrouper des artistes aussi éloignés que Jean Genet ou Armand Gatti et qui considère que la scène n'est pas tant l'espace d'une représentation critique de la réalité que l'expérience d'une utopie. Chez Genet, c'est écrire des œuvres si fortes qu'elles « illuminent » le monde des morts. Chez Gatti, c'est refuser aux

vainqueurs l'éternité de leur victoire. C'est leur contester le « dernier mot » de l'histoire.

#### Peut-on caractériser le théâtre de Gatti ?

Oui et non. Non car il a convoqué tant de genres que son théâtre est impossible à stabiliser dans une forme fixe et reproductible. Mais, oui, car cette œuvre témoigne du projet inlassable d'agrandir le théâtre à l'égal de la vie, de lui donner des dimensions démesurées, de rendre justice à l'invraisemblable, de traverser tous les langages, avec, pour s'y aventurer, la « parole errante » et pour horizon la quête du « mot juste ». Gatti invente des formes pas par plaisir d'esthète, mais parce qu'il cherche, au contact des batailles du siècle, à produire d'autres représentations de la réalité que celles qui nous sont imposées. À ce titre, ce théâtre peut être une source d'inspiration puissante pour celles et ceux qui viennent buter, à leur tour, sur l'apparente contradiction qu'il y a à inviter, dans l'espace délimité du théâtre, l'immensité de ce qui s'est pensé, de ce qui a été essayé et de ce qui continue, aujourd'hui, à s'espérer. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR MARIE-JOSÉ SIRACH

Le livre d'Olivier Neveux a obtenu le prix du meilleur livre sur le théâtre décerné par le Syndicat de la critique. Le 12 juillet, à 18 h 30, à la Maison Jean-Vilar, à Avignon, rencontre autour d'Armand Gatti, « Une œuvre du XX<sup>e</sup> siècle pour le XXI<sup>e</sup> siècle », avec Olivier Neveux, Catherine Boskowitz et David Lescot. Retrouvez la critique parue dans la chronique théâtrale de Jean-Pierre Léonardini, dans *l'Humanité* du 25 février.



LA CHRONIQUE  
THÉÂTRE DE  
JEAN-PIERRE  
LÉONARDINIUn être inexistant  
multicarte d'identités

● Avec, à ce jour, 110 représentations au compteur, *Il n'y a pas de Ajar* devrait intégrer le *Livre des records*. Ce n'est pas fini (1). Un tel succès perpétué, c'est justice. On est rarement en présence d'un objet théâtral aussi étincelant d'intelligence, conçu et concrétisé haut la main par une conjuration de talents en tous domaines de la scène. Il y a la partition écrite par Delphine Horvilleur, rabbin singulier de son état. Au sein de l'association Judaïsme en mouvement, elle explore sans répit la Bible et le Talmud à la cantonade. À partir de la figure duplice d'Émile Ajar, qui permit à Romain Gary de récolter, sous ce patronyme d'invention, un second prix Goncourt clandestin avec *la Vie devant soi*, elle a composé un monologue d'une époustouflante virtuosité langagière et philosophique. Elle imagine que peut exister – ou prétendre être – un fils présumé d'Émile Ajar vivant dans un trou ! Cet Abraham Ajar

**Les religions révélées n'assignent-elles pas à chacun, à chacune, la fatalité d'être immuable ?**

va passer, sous nos yeux, grâce à l'actrice Johanna Nizard (cosignataire de la mise en scène avec Arnaud Aldigé) par les vertiges d'une identité protéiforme, tantôt garçon plutôt mal élevé, tantôt cagole intempestive, tantôt déité à la Gustave Moreau (du

moins vois-je ainsi, à la hussarde, ces métamorphoses). Au passage, sous le sceau d'un humour impavide, libérateur, c'est toute velléité d'identité monocorde qui est balayée. Les religions révélées, citées à comparaître, n'assignent-elles pas à chacun, à chacune, la fatalité d'être immuable ? « *Monologue contre l'identité* », affirme avec force Delphine Horvilleur qui n'a pas froid aux yeux, en un élan proprement politique, voire prophétique. Johanna Nizard s'avance souveraine, dans ce conte moral résolument moderne, changeant de voix et d'apparence en un clin d'œil, distillant tous les sucs d'une partition spirituelle, qu'elle incarne en dibbouk bienfaisant.

C'est d'ailleurs tout un fond merveilleux de culture et de littérature juives qui surgit à tout moment, au cœur de ce soliloque proféré avec art, les yeux dans les yeux du public, en un constant rapport de connivence éclairée. Il est ainsi des instants où les virtualités du théâtre retrouvent, par éclairs, le bien-fondé irréfutable d'une pratique sociale digne de ce nom au plus haut prix. On est aussi l'enfant des livres qu'on lit, nous rappelle Delphine Horvilleur, à toutes fins utiles. Ne naît-on pas aussi du théâtre qu'on voit ? ■

(1) *Il n'y a pas de Ajar* sera, du 2 au 21 juillet (relâche les 8 et 15), au Festival off, au 11, en Avignon. Rens. : 04 84 51 20 10. Reprise du 23 au 28 septembre aux Plateaux sauvages à Paris et, en décembre, à l'espace Cardin. Le texte est chez Grasset. Lors de sa création, en octobre 2022, Gérald Rossi avait rendu compte du spectacle dans nos colonnes.

Les Invites de Villeurbanne,  
toujours le poing levé

**SPECTACLES** L'arrivée de l'artiste Nadège Prugnard à la direction des Ateliers Frappaz, un des quatorze centres nationaux des arts de la rue et de l'espace public, a donné au festival, qui s'est tenu du 19 au 22 juin, un coup de fouet politique.

Villeurbanne (Rhône), correspondance.

Dans une ville en travaux, plus de cent spectacles ont magnifiquement investi le centre, mais aussi des quartiers plus périphériques. Les rues ont pris des airs de manif avec *le Pédé*, du collectif Jeanine Machine, une déambulation leste et grisante qui a entraîné le public dans le sillage de l'histoire des luttes pour les droits des LGBT + ; une savoureuse galerie de portraits comme dans les *Tentative(s) de résistance* de la pétulante Marie-Do Fréval ou dans *Ce que la vie signifie pour moi*, adaptation énergique de l'œuvre de Jack London par les Chiennes nationales. Dans toutes ces propositions artistiques, la prise de parole se fait manifeste et le soulèvement passe par les corps. Les spectateurs, fortement mis à contribution, se révèlent des partenaires joyeusement concernés.

« LE THÉÂTRE EST AUSSI PUISSANT  
QU'UNE ARME À FEU »

Si la fête est à chaque coin de rue, si la musique et la danse sont à l'honneur, l'intime est aussi donné à saisir dans des propositions plus délicates comme celle de la compagnie Plateforme, *Seul.e.s*, qui traite de la solitude des « parents solos ». Cette impressionnante chorégraphie de poussettes colorées mêlant artistes, habitants et témoignages sonores illustre avec sensibilité les combats du quotidien.

Les libertés se réduisent dans l'espace public et l'intolérance gagne du terrain ? Qu'à cela ne tienne, les arts de la rue réaffirment, avec générosité, l'absolue nécessité de la rencontre et du partage, sans frontières. Sur une place, les valises de la compagnie Kamchátka nous ouvrent un passage vers la fraternité, tandis que, dans la nuit noire et pluvieuse, le Palestinien Ahmed Tobasi déroule avec nuances son parcours de réfugié dans le camp cis-jordanien de Jénine. Soldat, prisonnier puis artiste, il réaffirme dans *And here I am* que « le théâtre est aussi puissant qu'une arme à feu ».

La prise de parole  
se fait manifeste  
et le soulèvement  
passe par les corps.

Féministe, ouverte au décloisonnement et à l'international, la nouvelle directrice du festival, Nadège Prugnard, martèle : « On ne peut plus considérer les arts de la rue comme un sous-art ! Je défends le retour en force du texte, la

révolution de la parole en espace public. » Si sa programmation paritaire fait la part belle aux formes populaires exigeantes, ainsi qu'aux débats et tables rondes où se discutent la place de la femme ou la liberté d'expression, elle donne aussi de la visibilité aux récits d'ailleurs d'autrices béninoises ou libanaises qui évoquent violences familiales, identité noire, exil ou révolution. Le festival s'est clos samedi soir, sous une pluie de plumes, sur le parvis de l'hôtel de ville. Une foule aux anges baignée dans une beauté et une douceur rassembleuses. ■

STÉPHANIE RUFFIER



Sur le parvis de l'hôtel de ville, *Place des anges* a cloturé le festival avec une pluie de plumes. XAVIER CANTAT





Nicci (Sharon Horgan), Andrew (Michael Sheen) et leur fille Marnie (Niamh Moriarty). CHRIS BAKER / CHAPTER ONE PICTURES / ONE SHOE FILMS

## Une famille face à la fin de vie

**TÉLÉVISION** Pour *Marnie*, minisérie de Jack Thorne réalisée pour la BBC et diffusée sur France 2, est centrée sur le dilemme qui oppose Nicci et Andrew : le maintien ou non des soins de leur fille cadette, plongée dans le coma. Un sujet délicat abordé avec une grande pudeur.

Pour *Marnie*, France 2, 21 h 10

**L'**annonce relève de la déflagration. Puis tout s'effondre. Vient ensuite le moment d'organiser son esprit, de recoller les morceaux. Pour *Marnie* – *Best Interests* dans sa version originale – reflète la déchéance d'un couple, d'une famille, d'une société. Pire, elle met ses personnages face à une réalité perverse : a-t-on le droit d'être en deuil pour un ou une proche à l'article de la mort ? Ou quand la peur d'abandonner, de baisser les armes, empoisonne la situation ?

La minisérie produite par BBC One raconte le dilemme qui s'impose à Nicci (Sharon Horgan) et Andrew (Michael Sheen) lorsque leur fille Marnie (Niamh Moriarty), atteinte d'une dystrophie musculaire, se retrouve dans le coma à la suite d'une infection pulmonaire. Deux voies apparaissent alors : la maintenir en vie, en espérant que la situation s'arrange, ou mettre un terme à un combat qui semble perdu d'avance. Un choix insurmontable, auquel le couple formé par Nicci et Andrew ne survivra pas en tant que tel.

### CONSERVER UN SEMBLANT DE QUOTIDIEN

C'est dans la « documentation » de ce délitement que la série chapeautée par Jack Thorne (*Help*, *Kiri*, *The Fades*) puise sa force. En seulement quatre épisodes, *Pour Marnie* arrive à traiter ce problème complexe qu'est la fin de vie avec une grande justesse, tant il fait appel aux concepts moraux, politiques et religieux qui entourent le sujet. Surtout,

la série arrive à conserver une grande pudeur. Chose peu aisée de prime abord.

Le premier épisode en est le parfait catalyseur : il navigue avec fluidité de la tension des premières secondes, quand Andrew se rend au tribunal pour faire face à sa femme et sa fille aînée (Katie, interprétée par Alison Oliver), à la froideur du placement de Marnie à l'hôpital, en passant par la nostalgie d'une époque où la famille pouvait être optimiste. Comment illustrer ce désenchantement, cette fracture latente ? Par un réflexe presque ridicule : Andrew se demande ce que les autres visiteurs vont penser de lui s'ils le voient acheter un paquet de chips. S'ensuit une négociation avec Nicci pour qu'elle partage le sachet et qu'elle choisisse le parfum (ce sera cheddar et oignon). Tout ça pour ne passombrer et conserver un semblant de quotidien.

**La série reflète la déchéance d'un couple, d'une famille, d'une société.**

La suite de cette série sur la fin de vie reste dans cette veine. Le présent (l'urgence) alterne avec le passé (l'insouciance), jusqu'à ce que la résonance entre les deux époques s'estompe face au réel. Le couple Nicci et

Andrew – et leur rapport à la situation médicale de Marnie – prend inévitablement le dessus, laissant Katie en marge dans plusieurs situations. Du moins au premier regard, tant le manque d'attentions dont elle fut – et reste – victime s'imprègne dans la série. Face au fatalisme de sa situation, dans un quotidien où sa sœur attire toute l'attention, elle a appris à serrer les dents. Même si sa famille s'effondre. Si *Pour Marnie* est bien une série sur le deuil, elle en décorque toutes les formes, s'imprègne de toutes ses nuances. Elle nous rappelle surtout que, malgré les meilleures volontés, un lien amical ou familial n'est jamais acquis. ■

TOM DEMARS-GRANJA

## Nos années en lycée professionnel

**PLATEFORME** Le réalisateur Alexandre Hilaire croise les destins de ses anciens camarades de classe et des élèves d'aujourd'hui. Il interroge la place des enfants des milieux populaires dans le système éducatif.

Nos vies d'adultes, france.tv

**E**n 1997, Alexandre Hilaire s'est retrouvé en internat, à Tournon-sur-Rhône, en Ardèche, en BEP électronique. Ce n'était pas son choix. Lui, il rêvait d'intégrer une filière générale avec option audiovisuel. Sur place, dans cet établissement très excentré du centre-ville, où il se demande s'il est « encore à l'école ou déjà au travail », Alexandre Hilaire va découvrir une salle, avec ses deux ordinateurs, une table de montage. Il décide de réaliser son premier film. Il embarque plusieurs copains, dont Arnaud, Jérémy et Haydin, aidés par leur jeune et dynamique professeure de français, Malika. Une professeure d'anglais accepte de tenir un rôle important. Vingt-six ans plus tard, Alexandre retourne voir ses condisciples. Il met en miroir les aspirations des lycéens d'aujourd'hui, Valentin et Timothée, avec celles d'Arnaud, De Jérémy et d'Haydin. Surtout, il interroge le système scolaire, qui envoie des gamins de 15 ans dans des filières qu'ils n'ont pas choisies, les condamne à refermer « le champ des possibles ».

### UN ENSEIGNEMENT TECHNIQUE DÉGRADÉ

Les anciens compagnons d'Alexandre Hilaire ont réussi leur vie : ils ont un boulot, qui n'est pas celui pour lequel ils ont été formés, ils ont construit des familles et même des maisons. Ils gagnent même très correctement leur vie. On voit, en miroir, combien les ambitions des gamins d'aujourd'hui se fracassent sur la machine à broyer qu'est Parcoursup. Malika, sans détour, montre aussi à quel point cet enseignement technique s'est dégradé, au cours des décennies : moins d'enseignement général, toujours plus de technique, pour pouvoir alimenter les boîtes en mal de main-d'œuvre bon marché. Au final, ce qui se joue, dans ce très beau film à la réalisation singulière, c'est tout le rôle de l'éducation nationale dans la vie des enfants des classes populaires. Un bijou. ■

CAROLINE CONSTANT



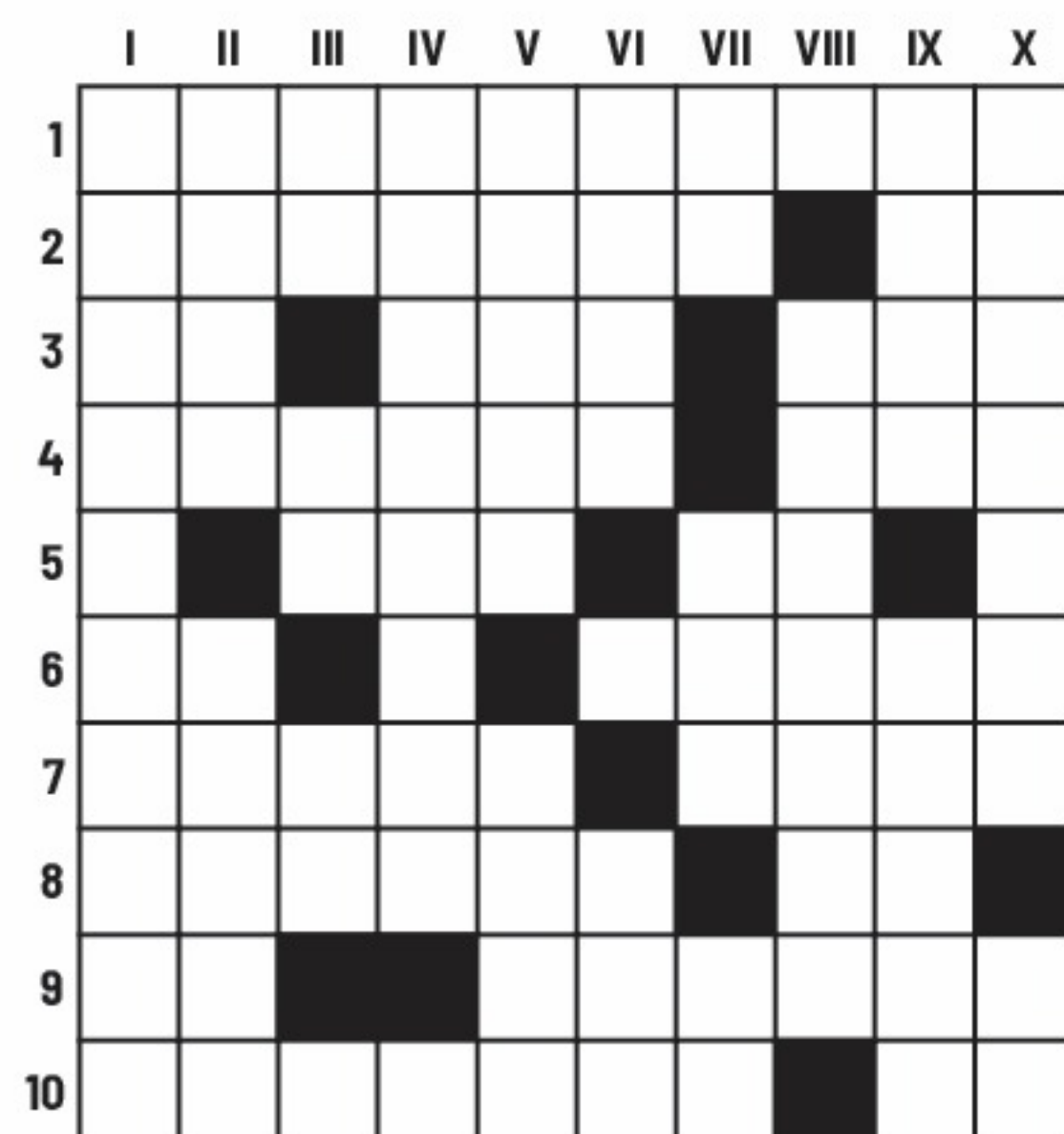


RETROUVEZ L'HUMANITÉ  
SUR INTERNETReportages, analyses,  
entretiens, chroniques,  
vidéos, directs...Toute notre actualité  
à portée de clic.

➤ www.humanite.fr

➤ facebook.com/  
humanite.fr➤ twitter.com/  
humanite\_fr➤ linkedin.com/  
company/lhumanite➤ Compte lhumanitefr  
sur Instagram

## MOTS CROISÉS N° 23 969 par Martial Dubois



## HORIZONTALEMENT

1. Mettre au courant. 2. De gré à gré. Action scoute. 3. Ici. Il capitula à Appomattox. Rivière des Alpes du Nord qui draine la Maurienne. 4. Reflet nacré des perles. Trait d'esprit. 5. Unité monétaire de certains pays scandinaves. Sur une peau d'âne. 6. Trompé en ridiculisant. Acquiesce. 7. Lassant. Déesse du Mariage. 8. Instrument de musique. Ancien. 9. Dans. Dupasses. 10. Poisson vivant dans les mers froides. Note.

## VERTICALEMENT

I. Qui cherchent à séduire ou retenir l'attention. II. Titre honorifique des descendants de Mahomet. Lieu de travail. III. Négation. Zeus l'envoya paître. Une forte carte. IV. Demandèrent un prix excessif. V. Bois noir. Beaucoup. VI. Hameau antillais. Obtint. VII. Mère des Titans. Mèche rebelle de cheveux. Son Excellence. VIII. Juridictions criminelles. IX. Fleuve d'Espagne. Génies des eaux. X. Défaites cuisantes. Condition.

Très. VI. Ilet. Eut. VII. Gê. Epi. SE. VIII. Assises. IX. Ebène. X. Racées. SI.  
VERTICALEMENT. I. Racoleuses. II. Émir. Usine. III. Ni. lo. As. IV. Salérent. V. Ebène.  
SOLUTION. HORIZONTALEMENT. 1. Renseigner. 2. Amiable. Ba. 3. Cl. Lee. Arc. 4. Orient. Sel.  
5. Ore. Es. 6. Eu. Opine. 7. Usant. Isis. 8. Sistre. Ex. 9. En. Eusses. 10. Sébaste. SI.

## l'Humanité

Fondateur Jean Jaurès Directeur Fabien Gay  
Société anonyme à directoire et conseil  
de surveillance. Société nouvelle du journal  
l'Humanité (SA 99 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1957)  
Capital social 2 500 000 euros Siège social 5, rue  
Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX  
Téléphone 01 49 22 72 72  
Service aux abonnés Tél.: 01 55 84 40 30  
E-mail: relationlecteur@humanite.fr  
Vente en kiosques  
Gestion, réglage et promotion: agence Boconseil.  
Tél.: 09 67 32 09 34.

E-mail: oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président

Tél.: 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél.: 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél.: 01 49 22 74 89 (annonces légales)

## Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur  
de la publication; Maud Vergnol, codirectrice  
de la rédaction; Anthony Daquet, secrétaire général  
et codirecteur de la publication; Silvère Magnon,  
directeur des développements et de l'événementiel

## Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux L'Association  
des lectrices et lecteurs de l'Humanité;  
l'Association des diffuseurs de l'Humanité.

Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles),  
Nancy-Print, CILA (Nantes)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du 20 juin 2024 36 947 exemplaires  
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique  
et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.  
Eutrophisation PTot: 0,01 kg/tonne.



4,90 €

**JE COMMANDE \***

Le hors-série Les clés pour combattre l'extrême droite au prix de 4,90 € + 3 € de frais de port\*\*, soit 7,90 € x exemplaire(s) = \_\_\_\_\_ €

Total de ma commande : \_\_\_\_\_ €

PRÉNOM \_\_\_\_\_

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

\* Délai de livraison de 10 à 12 jours \*\* France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

**l'Humanité** **l'Humanité** **Humanité.fr**  
magazine magazine

**JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT** \_\_\_\_\_ €

NOM / PRÉNOM \_\_\_\_\_

E-MAIL \_\_\_\_\_

TÉL. \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de l'Humanité.

Votre don est à retourner à l'Humanité, souscription, immeuble calliope, 5 rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

**OU JE FAIS UN DON EN LIGNE !**

**DÉFISCALISATION**  
VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.  
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

☐ Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de l'Humanité en Partage.

**l'Humanité** **l'Humanité** **Humanité.fr**  
magazine magazine



# « Avec le Nouveau Front populaire, combattons l'antisémitisme et toutes les formes de racisme ! »

Dans cette tribune commune, les dirigeants insoumis, socialiste, communiste et écologiste appellent à combattre toutes les manifestations de violence et de discrimination, ainsi que leurs promoteurs d'extrême droite. Ils dénoncent la campagne de diffamation menée à l'encontre de la gauche par la Macronie.

**L**e drame du viol à caractère antisémite de Courbevoie nous bouleverse. Cet acte à l'encontre d'un enfant de 12 ans traitée par ses agresseurs de « sale juive » est une abomination.

Nous affirmons tout notre soutien à la victime et à ses proches. Ce crime témoigne de la résurgence inquiétante des actes antisémites dans notre société et de la culture du viol qui gangrène les comportements masculins dès le plus jeune âge. Cela doit nous interpellé et nous mobiliser.

Nous condamnons avec la plus grande fermeté ceux qui utilisent nos compatriotes juifs comme boucs émissaires de tous les maux de la planète. Nous nous tenons aux côtés de nos compatriotes juifs qui ont peur face à ces menaces, comme aux côtés de tous nos concitoyens menacés en raison de leur confession religieuse. Ils et elles doivent savoir qu'ils peuvent compter sur nous et que nous serons à chaque instant à leurs côtés pour combattre sans faiblesse et

sans répéter l'antisémitisme, l'islamophobie et toutes les formes de racisme.

Nous dénonçons l'odieuse campagne de diffamation menée par une Macronie en déroute, préférant salir son opposition plutôt que d'assumer une confrontation de nos projets politiques respectifs. Nous, la gauche, à l'origine de la loi Gayssot pénalisant le racisme et l'antisémitisme, nous restons dans la fidélité à notre tradition depuis l'affaire Dreyfus.

La stratégie électorale cynique de la droite et de l'extrême droite dessert la lutte indispensable contre l'antisémitisme. Elle poursuit par là même la banalisation de l'extrême droite, à l'œuvre depuis plusieurs années. Comment pourrait-on ignorer que celle-ci s'est construite en France sur la haine du juif et de l'étranger, dans la nostalgie de la collaboration ? Comment pourrait-on oublier qu'il y a encore quelques mois, le président du Rassemblement national Jordan Bardella défendait Jean-Marie Le Pen alors que celui-ci a été

condamné à de nombreuses reprises pour apologie de crimes de guerre, provocations à la haine et antisémitisme ? Ces derniers jours encore, ce sont plusieurs candidats du Rassemblement national qui se sont rendus coupables de tweets racistes ou antisémites, comme Louis-Joseph Pecher en Meurthe-et-Moselle qui cite « juif qui parle, bouche qui ment », Joseph Martin dans le Morbihan qui estime que « le gaz a rendu justice aux victimes de la Shoah », ou encore Marie-Christine Sorin dans les Hautes-Pyrénées qui défend que « toutes les civilisations ne se valent pas ». Ces candidatures démontrent la place centrale qu'occupent toujours l'antisémitisme et le racisme dans la pensée de l'extrême droite française.

Parce que ces luttes sont pour nous une priorité, chacune et chacun de nos candidats se sont engagés en signant des chartes pour rejeter tous les propos, comportements et violences racistes, antisémites, et toutes formes de discrimination. Ils et elles défendent les propositions du programme du Nouveau Front populaire :

**MANUEL BOMPARD**  
Coordinateur de la France insoumise  
**OLIVIER FAURE**  
Premier secrétaire du Parti socialiste  
**FABIEN ROUSSEL**  
Secrétaire national du Parti communiste français  
**MARINE TONDELIER**  
Secrétaire nationale du parti Les Écologistes

– Pour donner à la justice les moyens de poursuivre et de sanctionner les auteurs de propos ou actes racistes, islamophobes et antisémites ;

– Pour instaurer un commissariat à l'égalité doté d'un observatoire des discriminations et de pôles spécialisés au sein des services publics et des cours d'appel ;

– Pour adopter et mettre en œuvre un plan de lutte contre les discriminations, notam-

ment à l'embauche, à la santé et au logement, et le renforcement des sanctions ;

– Pour mettre en œuvre des plans interministériels pour analyser, prévenir et lutter contre l'antisémitisme en France, notamment à l'école, et contre l'islamophobie ;

– Pour assurer la sécurité des lieux culturels et culturels (juifs, musulmans, chrétiens, etc.) de notre pays en renforçant, si nécessaire, toutes les mesures de protection policière.

Loin des campagnes de diffamation, c'est bien le vote pour le Nouveau Front populaire qui permettra, les 30 juin et 7 juillet, de combattre l'antisémitisme et toutes les formes de racisme. ■

**« Nous condamnons avec la plus grande fermeté ceux qui utilisent nos compatriotes juifs comme boucs émissaires de tous les maux de la planète. »**

## COLLECTOR 120 ANS D'HUMANITÉ, LE LIVRE ANNIVERSAIRE

FABIEN GAY RAOUL HEDERBACH  
ZEBDA / MUSEE  
OU  
GO  
KOL  
PIE  
MAZ  
CLA  
SAN  
MARI  
TRAN  
PHILIP  
LEILA  
COLLO  
FONTA  
ANDRAS  
FRANCO  
MONIQUE

WITCH CHRISTIANE TAUBIRA FABIEN ROUSSEL PIERRE DHARRÉVILLE  
ARDI SERGE WOLIKOW MARYSE DUMAS GUILLAUME ROUBAUD  
RÔME PRIEUR  
EVÉE ALEXA  
RE CAILLAU  
CHAMBAZ  
BERTRAN  
PIER GILBE  
STEPHANE  
N DUHAME  
OT PATRIC  
AG SORJ  
BOUYSS  
INEPRIGE  
SCAL BO  
HENRI  
ANHART  
DITH FERRIGNON HELENE FRAPPAT CÉDRIC VILLANI  
BOUCHERON RACHEL KEKE STELLA ASSANGE ANTOINE LEIRIS  
JEAN-PIERRE BIBRING GUILLAUME MEURICE LAURENT BINET HALA ABOU HASSIRA

**JE COMMANDE \***  
Le livre anniversaire  
**120 ans, 120 Unes, 120 regards**  
284 pages, tirage limité.  
au prix de 39,90 € + 9,90 €  
de frais de port\*\*,  
soit 49,80 € x ..... exemplaire(s)  
= ..... €. Total de ma commande : ..... €

**39,90 €**

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Ville \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_  
E-mail \_\_\_\_\_

\* Envoi soigné dans un colis cartonné, délai de livraison de 10 à 12 jours \*\* France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN



Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

**L'Humanité** **L'Humanité** **Humanité.fr**  
magazine





Les événements du Réseau de ravitaillement des luttes du pays rennais rappellent l'effervescence des soupes communistes du siècle dernier.  
JULIEN MARSAULT  
POUR L'HUMANITÉ

Rennes (Ille-et-Vilaine), correspondance.

**E**t s'il suffisait d'un burger pour unir la gauche ? Une chose est sûre, celui dont se sont délectés Lucas et ses camarades, le 1<sup>er</sup> mai dernier, avait la douce odeur de l'apaisement. « On a utilisé ce que l'on fait pousser aux champs, comme des pommes qui nous ont permis de préparer du vinaigre de cidre puis de cuisiner un confit d'oignons », se remémore le jeune militant breton, bénévole au sein du Réseau de ravitaillement des luttes du pays rennais (R2R). S'y ajoutent quelques feuilles de salade, de la mayonnaise végane et un steak végétal, écologie oblige. « Le pain venait de la Pâte mobile, un groupe de boulangers engagés », complète-t-il.

Depuis 2016 et la fusion de diverses cantines rennaises, R2R rythme les mobilisations locales autour de la nourriture. Dans la capitale bretonne et ailleurs dans la région, ce collectif autogéré organise régulièrement des distributions, des repas, un soutien direct aux grévistes ou encore du maraîchage collectif agrémenté de débats thématiques. Des événements qui rassemblent des militants de divers horizons (anarchistes, féministes, syndicalistes, étudiants, etc.) et rappellent l'effervescence des soupes communistes du siècle dernier.

Croisé lors du mouvement contre la réforme des retraites, début 2023, alors qu'il distribuait du café en manifestation, Lucas s'occupe ce jour-là de victuailles récupérées dans divers magasins de la ville, auprès de maraîchers ou cultivées avec le collectif. Lorsque aucune mobilisation ne nécessite leur intervention, lui et les autres bénévoles organisent chaque vendredi une distribution solidaire à la ferme de la Harpe, au

## Lucas et les ravitailleurs de luttes

Depuis 2016, des militants rennais de divers horizons s'unissent pour soutenir des mobilisations locales grâce à la nourriture. Une manière de soulager le coût de la grève en période d'inflation et d'entretenir l'effervescence collective.

nord-ouest de Rennes. Des dizaines de personnes peuvent ainsi venir récupérer de la nourriture entre deux discussions politiques, sans avoir besoin de justifier quoi que ce soit.

### « CE TYPE D'ACTION A QUELQUE CHOSE DE PRÉCIEUX ET DE NÉCESSAIRE »

Comme ses prédécesseurs, le R2R répond à « au moins deux objectifs : nourrir les protestataires les plus fragiles au plan économique, leur famille, mais aussi créer des solidarités et entretenir ainsi la dynamique de mobilisation », comme l'explique la sociologue et historienne spécialiste des pratiques alimentaires Anne Lhuissier (1).

Une activité qui ravit Lucas, convaincu de l'importance de ce type d'initiative : « J'alterne entre mon temps libre et un petit boulot dans une bibliothèque pour être à fond

là-dedans, explique le bénévole. Si une mobilisation peut gagner en intensité, en durée parce qu'il y a des gens qui ont pu avoir accès à de la nourriture gratuite ou à petits prix, pour moi c'est une victoire. »

Comme lorsque ceux-ci ont apporté, mi-avril, des cagettes de fruits et légumes aux agents territoriaux de Rennes lors des négociations salariales et sur les conditions de travail avec leur direction. Une aide bienvenue pour Axel Le Page, délégué syndical SUD 35 : « Il y a une précarité grandissante dans les services publics. Certains ne mangent ni le matin, ni le midi. Ce type d'action a quelque chose de précieux et de nécessaire. » Lui-même a participé à un maraîchage collectif du R2R, un moment de convivialité entre militants de gauche qui permet de sortir de la bulle syndicale.

« Et le fait qu'ils aillent sur d'autres manifestations ailleurs en France (comme Sainte-Soline en 2023 – NDLR) permet de créer un lien entre les différents acteurs de la lutte, reprend-il. C'est important de s'entendre entre personnes qui ont plus ou moins le même but mais dont les méthodes et moyens ne correspondent pas toujours. »

### « ON PARLE BEAUCOUP MIEUX POLITIQUE AUTOUR D'UN REPAS »

Pour Lola, salariée du spectacle arrivée récemment à Rennes, prendre part aux actions du R2R, c'est se sentir utile, dans un cadre bienveillant. « Intégrer les luttes par la nourriture, en prenant soin des autres, ça a toujours été un aspect qui m'a intéressée. Je trouve qu'on parle beaucoup mieux politique autour d'un repas ou en faisant la cuisine ensemble. Et dans les manifestations, où l'on vit parfois des moments difficiles, dangereux, avoir accès à des initiatives de ce type rassure beaucoup, je trouve. »

La dynamique du R2R est loin de suivre le modèle de certains groupes écologistes qui misent sur la vie en autarcie, loin des villes. Pour les bénévoles comme Lucas, la stratégie est de faire front commun, que ce soit contre les réformes du gouvernement ou des revendications sociétales comme l'antiracisme ou les droits des communautés LGBT+. « J'ai choisi de m'investir dans un collectif qui est au centre des luttes pour pouvoir aller un peu partout. Certains camarades n'aiment pas trop les syndicalistes et parfois, en manifestation, ça crée des tensions. À l'inverse, je trouve qu'on est tous essentiels, même si on joue dans des arènes différentes. » ■

JULIEN MARSAULT

(1) Lire les Repas de grève : un répertoire de mobilisation éprouvé de longue date, d'Anne Lhuissier, 2020